

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 18 MARS 1978 - N° 658

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636 73 76. 1,70 F

Liban

RÉSISTANCE ACHARNÉE DU PEUPLE PALESTINIEN ET DES FORCES PROGRESSISTES



Les artilleurs palestiniens face à la progression sioniste.

(Lire page 4)

2^e tour :

ils se ruent
sur les électeurs

PRÉPARONS-NOUS À LA LUTTE

Dès avant le premier tour, l'ensemble des partis de la bourgeoisie avaient tout mis en œuvre pour faire de cette campagne électorale un sommet de démagogie et d'hypocrisie. Ils auront fait mieux — ou plutôt pire — cette semaine. Barre devient de plus en plus discret sur ses fameuses «compétences» économiques, et la seule chose qu'il semble capable de répéter à longueur de discours, c'est qu'il faut «battre la gauche !», pour demain «élargir la majorité», entendez renforcer la droite. Chirac s'embarrasse d'encore moins de considération : s'il n'a pas abandonné la thèse du recours, les chances réelles de la droite apparues à l'issue du premier tour

lui font dire «qu'il faut continuer comme avant, et surtout ne pas changer».

La gauche n'est pas en reste dans cet étalage de simplisme et de démagogie. Un seul argument pour elle : si vous votez pour nous, vous aurez tout de suite le SMIC à 2 400 F, et l'augmentation des allocations familiales. Fini les arguments de Marchais comme quoi toutes ces promesses ne seraient que du vent si le gouvernement n'avait pas les moyens de les financer, fini les grands mots sur le «changement véritable». A les entendre, tout cela ce sera pour plus tard, et pour l'instant il faut leur faire confiance, leur signer un chèque en blanc, votez pour eux. Votez, votez, votez, voilà en fait le seul mot que tous ont à la bouche.

Mais votez pour quoi au fait ? Votez pour une droite dont nous savons combien elle est nocive, et qui demain, si elle gagne, reproduira à une autre échelle les affrontements entre giscardiens et chiraquiens qu'on a déjà connus. Votez pour une gauche qui prend les travailleurs pour des imbéciles en leur faisant miroiter pendant cinq années l'image de l'union, avant de s'entredéchirer allègrement pour à nouveau se

réconcilier. Votez pour une gauche qui ne donne aucune, absolument aucune, garantie quant à la satisfaction de nos revendications.

Votez pour une gauche qui une fois au pouvoir, continuerait et amplifierait ces affrontements entre tenants du capitalisme classique et tenants du capitalisme d'Etat ?

Non décidément, il n'y a rien à attendre de cette droite comme de cette gauche, toutes les deux minoritaires dans le pays, et toutes les deux incapables de satisfaire en quoi que ce soit les intérêts des travailleurs.

Voilà pourquoi nous n'appelons à voter pour aucune des deux coalitions de la bourgeoisie.

Il y a mieux à faire qu'à soutenir en quoi que ce soit ces partis bourgeois. L'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne, qui a commencé à s'exprimer dans le cadre de cette campagne électorale, doit maintenant devenir une force véritable, capable d'éviter le morcellement des mouvements de lutte, capable de forger l'autonomie du mouvement des masses dans les luttes de demain. Oui, il y aura un troisième tour, et là, les travailleurs pourront vraiment s'exprimer.

Sionistes hors du Liban ! Palestine Vaincra

Non à la fermeture
du bureau de l'OLP !

MANIFESTATION

Samedi 18 mars à 12 H 30

Devant le siège de
la Ligue arabe
138 Bd Haussmann Paris 8^e
M° St Augustin

A l'appel de l'AMFP, de la GUPS,
et d'autres organisations

«Salaires impayés, chômage déguisé»

Jeudi après-midi, plusieurs centaines de stagiaires Barre ont manifesté à Paris. Il y a quelques mois, plusieurs dizaines d'entre eux n'étaient pas payés du tout. Depuis, ce phéromène s'est étendu et ils sont maintenant des centaines à être dans ce cas. C'est pour protester contre les stages-bidon et non payés qu'ils ont manifesté hier.

(Lire page 2)

Marée noire en Bretagne

Dans la nuit de jeudi à vendredi un super tanker battant pavillon panaméen s'est échoué dans le Nord Finistère. Tous les marins ont pu être sauvés par hélicoptère. Le bateau transportait 220 000 tonnes de brut. La nappe de glue visqueuse s'étend alors où nous mettons sous presse sur une longueur de 10 km et sur une largeur de 6 km. Le Bohlen, il y a deux ans, avait laissé échapper une marée noire de 18 000 tonnes, en 67 le Torrey Canyon laissait échapper 30 000 tonnes. Dès le choc une cuve de 10 000 tonnes était crevée, puis une autre semblait éventrée. Etant fortement encastré, il sera difficile de remorquer le navire, d'autant plus qu'à 10 h 20 on apprenait qu'il s'était cassé en deux au niveau du château. L'espèce de pétrole transportée est particulièrement volatile et rend l'atmosphère irrespirable ce qui complique les secours. Encore une fois, la faune et la flore dans cette région qui avait déjà eu à faire face au Torrey Canyon sera gravement endommagée. Des familles de pêcheurs sont évidemment directement concernées dans leurs moyens de subsistance.

ITALIE

A qui profite le crime ?

L'enlèvement d'Aldo Moro, personnalité politique de premier plan de la droite italienne, que revendiquent les «Brigades Rouges», sera assurément le prétexte à un renforcement de la répression contre le mouvement des masses.

De ce point de vue, la DC peut y trouver son compte, mais le PCI n'est pas en reste : lui, qui se pose en parti de l'ordre, entend souligner à cette occasion la «nécessité» de lui accorder une place «suffisante» dans la direction des affaires de l'Etat. Les «Brigades Rouges» qui, selon des rumeurs persistantes auraient des liens avec certains pays de l'Est, ont-elles une fonction particulière par rapport au projet révisionniste en Italie ?

(Lire page 4)

L'UOPDP dans la bataille politique de 78

Spécial 4 pages

LUTTES OUVRIERES

Maire (CFDT) : Convaincre les abstentionnistes de voter quand même à gauche

Le *Nouvel Observateur*, journal officieux du PS, a sorti pour l'entre deux tours un numéro «hors série», qui s'adresse à ceux parmi les électeurs qui ont des doutes sur la gauche, et donc sur leur vote. L'éditorial de Jean Daniel, «Ne pas désertier la gauche», donne le ton. Edmond Maire y lance aussi un appel pour la gauche: «Aucune des insuffisances de la gauche ne justifie qu'on s'abstienne de voter pour ses candidats».

C'est bien aux syndicalistes qui ont de «légitimes réticences» ou «qui en ont trop entendu», qui s'interrogent sur les «insuffisances» de la gauche, qu'il essaie de démontrer qu'il faut quand même voter pour elle. Pour cela, il n'hésite pas à rappeler les limites de la gauche. Ainsi «il faut reconnaître franchement que si la raison fondamentale de la crise réside dans le refus d'un système d'autorité hiérarchique et d'un type de développement aberrant, le Programme commun, modèle 72 apporte une réponse très insuffisante... ou bien «se limiter (aux propositions sur les mesures sociales, aux nationalisations et aux impôts sur les riches) n'est pas de nature à changer le type de développement, à sortir du productivisme, à empêcher l'inflation».

Tout y passe: le refus de la société transformée par le haut, l'affirmation que la division entre PS et PC existe toujours, malgré l'accord de lundi. Tout ce qui a maintenu une certaine unité de la CFDT autour du thème de l'autogestion, est présenté comme un objectif que la gauche ne reprend effectivement pas en compte suffisamment.

Pourtant, Maire appelle à voter pour la gauche, en développant deux thèmes aussi illusoire l'un que l'autre: le premier ce serait le chemin parcouru par la gauche: «Aujourd'hui l'autogestion s'impose progressivement, même si les mots ne recouvrent pas le même contenu... La mise en place de conseils d'ateliers est acceptée comme une première approche de nationalisations non étatiques...». Certes, toute la gauche parle d'autogestion. Mais quelle conception en a Mitterrand, quelle conception en a Marchais? Et comment la direction CFDT elle-même a-t-elle fini par réduire les conseils d'ateliers, dans ses dernières propositions? Prépondérance garantie pour les organisations syndicales, peu d'intervention directe des travailleurs...

La deuxième idée, c'est que la gauche a besoin de «l'épreuve du pouvoir» pour faire un bond qualitatif! Et cela, avec pour aiguillon les travailleurs! C'est une fois de plus, la fameuse conjoncture entre l'action du gouvernement et le mouvement des masses dont rêve la direction CFDT: «Si le rief a une chance de vaincre le vieux, c'est à l'épreuve du pouvoir, c'est dans la conjoncture de la gestion politique et de la mobilisation sociale que cela se fera. La gauche doit gagner, grâce à chacun de nous. Nous saurons lui rappeler demain la force de nos exigences».

Les syndicalistes CFDT et les travailleurs auront à cœur de les rappeler, effectivement, sans rentrer dans le jeu que la direction de la CFDT veut leur faire jouer, après les élections: un rôle d'appui à la gauche!

Monique CHÉRAN

Manifestation des «stagiaires Barre» à Paris

«SALAIRES IMPAYÉS, CHÔMAGE DEGUISE !»

● Jeudi après midi plusieurs centaines de «stagiaires Barre» de la région parisienne, ont manifesté de la place de la République à l'Hôtel de Ville. But de cette initiative, organisée par les stagiaires eux-mêmes, et préparée lors d'une réunion le 13 mars, par des représentants d'une quarantaine de stages: le paiement des salaires! Car, non seulement en général les stagiaires Barre sont mal payés, mais maintenant ils ne sont pas payés du tout! Si cette réalité concernait quelques un d'entre eux, il y a quelques mois, ils sont des centaines sinon des milliers à être désormais dans ce cas.

Les banderoles et mots d'ordre de la manifestation très combative le rappelaient: «3 mois de salaires non payés. C'est l'enfer. Notre dû tout de suite!» «Barre, Barre, Barre les stagiaires en ont marre».

Mais ce sont aussi les stages en tant que tels que les centaines de manifestant dénonçaient. Stages à but électoral rappelaient-ils à juste titre: «Babarre, on n'est pas des pions électoraux» «Non non non, au jeu électoral».

Sait-on à ce propos, que le gouvernement, en vue de faire baisser artificiellement les chiffres du chômage n'hésite pas à rayer un chômeur des sta-

tistiques, quand un étudiant, frais sorti des études est embauché dans un de ces stages?

LES PRÉTEXTES POUR NE PAS PAYER LES STAGIAIRES

Une jeune travailleuse, nous racontait son stage au PEC (Peuple et Culture):

«Nous apprenons à être aides soignantes et travailleuses familiales et nous faisons des stages dans les hôpitaux. Nous sommes entrés en stage le 14 novembre et nous ne sommes pas payés depuis cette date. Nous sommes allés au ministère du Travail le premier mois. Il nous a dit que l'ordi-

nateur était tombé en panne! Et puis il a accusé le PEC lui-même de n'avoir pas renvoyé les formulaires. Le seul problème c'est que ces formulaires étaient bidons!».

«Au départ, nous étions 20: Nous ne sommes plus que quinze, les autres en avaient marre de ne pas être payés».

Nous réclamons un statut de travailleurs. Si tu sors du stage, que tu ne retrouves pas d'emploi, tu n'as aucune garantie à la sortie, pas d'allocations chômage par exemple. Ou alors au maximum, mais c'est selon les arrondissements, l'ASSEDIC peut te verser 30 000 AF. Nous n'avons pas de diplôme mais juste un papier qui indique que tu as fait un stage».

Cette situation, que beaucoup de stagiaires vivent, était dénoncée dans les mots d'ordres «Salaires impayés, chômage déguisé» «Stages Barre = Stages parking» «Ni étudiants ni travailleurs qui sommes nous?» «Nos sous, un statut et un emploi».

DES MIETTES ÉLECTORALES

A la fin de la manifestation, qui rencontra une large sympathie sur le parcours, un stagiaire prenait la parole faisant savoir que le gouvernement accordait les choses suivantes: les stagiaires embauchés entre fin décembre et le 12 mars seraient payés... fin mars. Quant à ceux embauchés depuis le 13 janvier ils recevraient une avance dans les jours qui viennent.

Il était enfin précisé que «des coupures de gaz et expulsions (faute de paiement) étaient... repoussées» (!)

Un recul guidé par les élections et qui est loin de garantir le paiement des mois suivants! Et pour les derniers embauchés, qu'obtiennent-ils sinon des miettes? Les stagiaires, assis dans la rue, à l'Hôtel de Ville le firent savoir bruyamment avant de se réunir.

Richard FEUILLET

Caisse d'Allocations familiales (rue Viala Paris 15^e)

«UNISSONS-NOUS POUR VAINCRE !»

● Après le Ministère de la Santé mardi, c'est à l'Hôtel Matignon puis au Ministère des Finances que se sont rendus jeudi matin en manifestation les employés ATHQ de la Caisse d'allocations familiales, en grève depuis près de 7 semaines pour la revalorisation de leur statut et de leur salaire. Deux motions ont été déposées entre les mains des huissiers de service, aucune délégation n'ayant pu être reçue, ces messieurs des ministères étant tous partis déjeuner!

La lutte des ATHQ n'a jusqu'à maintenant pratiquement pas été répercutée par les journaux et la radio. Il est vrai qu'en pleine période électorale, la droite comme la gauche estiment qu'elles ont d'autres chats à fouetter. De plus, la droite ne veut pas risquer l'extension du conflit en faisant exécuter par la force le jugement d'expulsion prononcé au début du mois de février. Quant à la gauche, elle se passerait bien de ces grévistes qui n'ont pas voulu s'en remettre à son hypothétique victoire pour la satisfaction de leurs revendications.

Par contre, une véritable campagne, notamment à la radio, commence à s'orchestrer, ne présentant cette lutte que pour la rendre impopulaire en insistant sur le fait qu'elle prive les gens de leurs allocations familiales. Ceci est d'ailleurs en partie inexact, la direction de la CAF ayant confié à IBM le soin de payer par mandat

les allocataires déjà fichés. Les grévistes estiment que cela lui coûte des dizaines de millions qui auraient très bien pu servir à satisfaire une partie de leurs légitimes revendications.

La manifestation de jeudi était proposée justement comme un moyen de faire connaître d'avantage cette longue grève. Mais on peut se demander si le choix du parcours proposé par les organisations syndicales, c'est-à-dire aller de l'hôtel Matignon à la rue de Rivoli par la rue St Honoré, dans des quartiers bourgeois par excellence a permis une réelle popularisation où s'il n'a pas plutôt servi à mettre les grévistes «sur les rotules» selon leur propre expression. La volonté des directions syndicales d'imposer un statut-quo entre les deux tours des élections apparaît nettement dans le manque de perspectives offertes: seul l'idée d'un bal est avancée



pour le 31 mars, alors même que les grévistes sont engagés dans une grève très longue, la direction refusant toute négociation et que des problèmes financiers se posent.

La majorité des employés ATHQ s'était prononcée dès le début pour une grève limitée à une seule catégorie de personnel, ayant fait l'expérience dans le passé de vastes mouvements de grève par

branche professionnelle toute entière et de journée d'action à répétition où leurs revendications spécifiques avaient été diluées et n'avaient jamais abouti. Cette position, ainsi, d'ailleurs que la volonté des organisations syndicales de limiter au maximum les conflits actuellement, explique que la grève soit localisée aux ATHQ de la rue Viala et aux ATHQ du centre de Toulouse en grève à 80%. Un dé-

brayage de 24 heures de l'ensemble du personnel a toutefois eu lieu lorsque les flics sont intervenus rue Viala. La grève serait générale si l'évacuation des grévistes était ordonnée.

La participation aux AG quotidiennes, est toujours très importante. Non, après 7 semaines de lutte, les ATHQ ne reprendront pas le travail sans avoir obtenu satisfaction!

Catherine MEGEVAND

● LE PCF REPETAIT :

LES ENTREPRISES PEUVENT PAYER...

● APRES L'ACCORD DU 13 MARS

IL FAUT LES AIDER

«Les entreprises peuvent payer». Voilà ce que le PCF démontre cette semaine dans son hebdomadaire central *France Nouvelle* (déjà sous presse au moment de l'accord PC-PS). Le raisonnement est connu : les mesures sociales prévues par le Programme commun, en particulier le relèvement du SMIC, doivent provoquer une hausse du pouvoir d'achat. Suivant cette logique, les entreprises verraient leurs profits augmenter, grâce à la relance de la consommation. Donc, qu'elles soient grandes ou petites, elles pourraient très bien supporter l'accroissement de leurs charges sociales.

Or, il y a un mois, le PS rendait public le chif-

frage de son plan économique. Que prévoit-il ? Pour éviter que le financement des mesures sociales ne mette en difficulté les entreprises, «les socialistes prévoient de transférer, dès avril 78, à la charge de l'État, l'équivalent de 200 F de charges sociales par salariés».

Le lendemain, le PCF ripostait dans *L'Humanité* : «Le PS octroie un nouveau cadeau aux patrons : sous prétexte de payer le SMIC à 2 400 F, les entreprises verront leurs charges sociales réduites de 200 F par salariés. (...) Cette mesure est particulièrement intolérable». Les positions des 2 partis sont pour le moins divergentes, on le voit. Le PS vise à fournir

une aide indistincte à toutes les entreprises. Le PCF, quant à lui, préconise un soutien sélectif, sous forme de prêts bancaires, d'aides à la production. Il pense à des secteurs en difficulté, comme le bâtiment, les travaux publics, le textile l'habillement, le cuir, la chaussure. On voit poindre là le nez du capitalisme d'État...

En effet, avec son projet, le PS se place résolument dans l'économie libérale. Le PCF au contraire, vise à instaurer un système où l'État dispose de tous les leviers de commande. Selon ses intérêts, l'État soutiendrait telle ou telle entreprise.

Mais qu'importent ces oppositions ! On peut se renier quand l'enjeu est

d'arriver au pouvoir. Obtenir des «ministres communistes» est le principal objectif du parti de Marchais. A ce prix, il veut bien laisser de côté pour un temps quelques uns de ses chevaux de bataille. Il s'aligne alors complètement sur la position du PS en signant l'accord du 13 mars : «Ces mesures sociales seront assorties, en fonction des besoins, d'un allègement des charges pour les petites entreprises du commerce et de l'artisanat, et d'une manière générale des industries de main d'œuvre».

Décidément, quelles garanties peuvent avoir les travailleurs pour la satisfaction de leurs revendications, quand le PCF retourne ainsi sa veste ?

Marchais :

«Ne réfléchissez pas, votez pour la gauche !»

Pour la première fois souligne *Le Matin* avec satisfaction, un dirigeant du PCF, Marchais en l'occurrence a accepté une interview. Dans un flot de phrases creuses sous lesquelles Marchais tente de cacher sa volte face, il dit plusieurs choses importantes. Il avoue notamment qu'en 73 il ne croyait pas plus qu'en 67 à la victoire de la gauche. Ce n'est pourtant pas ce qu'il disait aux travailleurs et à ses militants à l'époque. Par ailleurs, il relance un appel à «ceux qui ont porté leur suffrage sur les mouvements d'extrême gauche, ceux qui ont affirmé la présence des courants féministes ou écologistes». En reprenant sa grossière offre publique d'achat sur cet électoralat : «Ils doivent se dire une chose. Non pas : est-ce que je suis suffisamment en accord avec le PC, le PS ou le MRG pour élire un député communiste, socialiste ou radical ? Ce n'est pas de cela dont il est question le 19 mars. Ce qu'ils doivent se dire c'est : est-ce que oui ou non, mon vote va servir à élire un député de gauche de plus (...) afin que dimanche soir nous ne retrouvions plus Barre, Lecanuet et Chirac aux commandes ?

C'est cela la seule question qui se pose le 19 mars». Peut-on aller plus loin dans la démagogie ? Surtout de la part de Marchais : il y a quelques semaines encore il ne cessait de répéter : le problème n'est pas de savoir s'il y a une majorité de gauche mais le problème est de savoir quelle politique elle fera. La polémique est provisoirement suspendue et Marchais se permet de parler de campagnes de division de Barre et de Chirac ! Bien que l'enthousiasme n'y soit pas, Marchais affirme : «260 candidats de gauche peuvent être élus au second tour, 112 communistes et 148 socialistes et radicaux de gauche». Précisons qu'il est peu probable que le parti de Marchais obtienne plus de 100 députés. Ce serait déjà beaucoup.

Cette interview s'inscrit parfaitement dans la politique actuelle du PC qui consiste à gommer six mois de querelles. Remarquons, pour finir, que Marchais refuse de s'expliquer sur les très sérieux reculs électoraux du PCF, partout où il avait la réputation d'être bien implanté, en particulier les banlieues ouvrières de la région parisienne.

Chirac : le PS nous a rendu nos électeurs

Chirac au Club de la presse mercredi, a tenu les propos suivants : «Quand je disais que le parti socialiste ne ferait pas 23 % des voix, ce n'était pas par une espèce de divination, c'était parce que je constatais que nous, nous augmentions, que nous ne prenions pas ou pratiquement pas nos voix dans les autres formations de la majorité, que je n'imaginai pas qu'on les ai prises dans le parti communiste et qu'il

fallait bien qu'on les ait prises quelques part, c'est-à-dire qu'on les ait reprises au parti socialiste qui nous les avait lui-même empruntées. Ce n'était qu'un juste retour des choses».

Effectivement, pour une fois, Chirac dit la vérité : bien des électeurs votent tantôt à droite, tantôt socialiste, toutefois, il est probable qu'il a pris des voix aux candidats regroupés maintenant dans

l'UDF et qui se méfient de l'élargissement de la majorité. A ce propos, Chirac a affirmé que cette formation était contraire à la volonté de pluralité et que pour les centristes, cela risquait d'avoir des conséquences «assez dramatiques» en les faisant disparaître plus tôt que prévu.

On envisageait difficilement que Chirac puisse penser du bien de l'UDF qui contrebalance son influence à droite.

Marchais et ses ministres

Marchais s'est exprimé mercredi soir à Antenne 2 sur ce qu'il revendiquait comme ministères : «6, 7 ou 8», a-t-il dit. On sait que la gauche, pour une fois d'accord sur quelque chose, envisage un gouvernement de 21 membres. Marchais a donné cette précision pour répondre à la campagne que certains journaux tels *France Soir* essayent d'orchestrer ; celle-ci vise à faire peur à la partie hésitante de l'électorat en affirmant qu'un accord accorderait «la moitié des ministères» au PCF.

Marchais a par ailleurs confirmé que PC et PS n'étaient pas d'accord sur ce qu'il faut entendre par la formule : «un gouvernement qui tiendra compte du suffrage universel». «Il importera de prendre en compte, a-t-il dit, les résultats du premier tour comme le pensent les communistes ou du second comme l'envisage François Mitterrand. La différence n'est pas énorme».

Décidément, Marchais est bien conciliant entre ces deux tours.

Achetez le Quotidien du Peuple tous les jours dans le même kiosque

Ecologistes : à gauche et à droite la voix des sirènes

Au moment décisif pour le second tour, les candidats écologistes les moins conséquents ne respectent pas ce sur quoi ils s'étaient engagés. Ils multiplient conférence de presse et communiqués affirmant qu'ils ne savent pas ce que la gauche ferait mais qu'ils savent ce que la droite a fait. La droite, c'est vrai on la connaît mais comment faire confiance au PS et son prétendu moratoire nucléaire qui ne figure même pas dans les propositions socialistes pour la réactualisation du Programme commun ? N'entend-on pas Brice Lalonde affirmer après une discussion avec Mireille Bertrand chargée des questions de l'environnement au BP du PCF : «Il y a sans doute déjà chez les communistes la montée d'un courant anti nucléaire ?» Est-il possible de tomber ainsi dans l'OPA du PCF en direction de toutes les voix hostiles à la droite ?

Ne voit-on pas certains candidats suggérer que le CDS fait des «propositions intéressantes» en matière d'écologie alors que Monory ministre de l'Industrie directement chargé de l'application du programme nucléaire est aussi membre de ce parti ?

Heureusement, bon nombre de candidats et militants écologistes n'accepteront pas ces retournements.

Le PSU attaque les Écologistes

Claude Bourdet, candidat PSU soutenu par le PCF à Villeurbanne, et qui doit s'effacer devant Henu, a dénoncé violemment la position des écologistes pour le second tour, les qualifiant de «Ponce-Pilate». Après avoir rappelé que la droite porte la responsabilité de la mise en route du programme nucléaire et de la répression à Malville, il conclut : «Les écologistes ne doivent pas prendre la responsabilité du maintien du gouvernement de la droite». Sans doute est-il préférable pour lui que la gauche continue et développe ce programme nucléaire.

L'éventuel continuateur de Barre est mort

Judi après midi, André Bouloche est très probablement mort dans un accident d'avion. Il rentrait dans la ville dont il est député maire : Montbéliard. Bouloche était avec Rocard et Attali l'un des trois responsables de la commission économique du PS. C'est lui qui il y a un mois environ avait présenté le chiffrage socialiste pour 78 et 79. Par ailleurs,

il était responsable de la commission planification de ce parti et responsable avec Defferre du groupe parlementaire PS. Il avait participé à la Résistance ; il était l'un des quatre membres du PS à appartenir à l'ordre des Compagnons de la Libération, par la suite, il a toujours été un très fidèle serviteur de la bourgeoisie. Franc-maçon, polytechnicien et

plusieurs fois ministre : directeur des travaux publics au Maroc, il est en 57 directeur du cabinet radical Bourghès Mounoury. Dès le retour de De Gaulle en 58, il est ministre délégué de la Présidence du conseil. En 59, il est ministre de l'Éducation dans le gouvernement Debré et reste après le départ des autres socialistes (Mollet, Thomas, Lejeune). La SFIO refuse sa démission. Jusqu'en 73, il sera dans l'opposition de droite à Mitterrand. Avec Rocard et Attali, il faisait incontestablement partie des ministres des finances possibles. Sans aucun doute le plan d'austérité qu'il aurait tenté d'imposer n'aurait rien eu à envier aux plans Barre.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Liban RÉSISTANCE ACHARNÉE DU PEUPLE PALESTINIEN ET DES FORCES PROGRESSISTES

«Nous avons détruit les bases de fédâyins au Sud-Liban» déclaraient les dirigeants sionistes voici quarante-huit heures. Mais, l'image du rouleau compresseur écrasant tranquillement une série de positions fixes tenues par les fédâyins est par trop simpliste, et ne correspond guère à la réalité. Au Sud-Liban, en effet, les Palestiniens et leurs alliés, les forces progressistes libanaises, n'opposent pas aux agresseurs une guerre de position.

LA MOBILITÉ

Les bases de fédâyins sont des bases mobiles s'appuyant sur la population palestinienne réfugiée et les villageois libanais. Les combattants palestiniens, qui se déplacent avec une grande rapidité, évitent les affrontements directs avec les grosses concentrations de moyens ennemis en hommes et en matériel, et pratiquent une tactique de harcèlement. Ils choisissent de résister en tel ou tel point, lorsqu'il apparaît que le combat mené peut infliger des pertes importantes à l'ennemi, et ils profitent au maximum du relief très accidenté et très montagneux du Sud-Liban où nombre de villages ne peuvent être pris qu'avec beaucoup de difficultés, l'aviation sioniste étant d'une efficacité toute relative contre des zones situées dans des vallées fortement encaissées. Dans *Le Matin* de vendredi, Shalom Cohen, qui ne cache pas ses opinions sionistes, relate donc son reportage effectué aux côtés des troupes de Begin, la «tactique souple» des Palestiniens auprès desquels l'effet de surprise n'a pu jouer, et cite à ce propos les paroles d'un lieutenant sioniste : «Ils ont agi selon les tactiques utilisées par le Vietcong face aux Américains».

●Mercredi soir, au cours d'une conférence de presse, le général Gour, chef d'Etat-major de l'armée sioniste, déclarait que «vers 17 h, les opérations essentielles confiées à l'armée israélienne au Sud-Liban, avaient pris fin». L'intensité des

combats qui se sont déroulés tout au long de la journée de jeudi au Sud-Liban, est venue démentir ces propos, que les grands moyens d'information impérialistes s'étaient empressés de reprendre à leur compte.

sud, elles ne pourront empêcher, comme l'indique l'actuelle résistance à leur progression, que se poursuive contre elles une importante guérilla, dans la zone même qu'elles occupent.

UNE «RÉSISTANCE INATTENDUE»

Les informations que nous avons pu recueillir auprès de la Résistance Palestinienne, à Beyrouth témoignent de ce que les autorités de Tel Aviv ont commencé à nommer une «résistance inattendue». Les combats les plus violents se sont déroulés dans la région du Arkoub, où les sionistes veulent établir la jonction entre Marjeyoun et la route principale qui mène à Jezzine, au nord du fleuve Litani, partie du Liban où sont stationnées les premières forces syriennes. D'importantes pertes ont été enregistrées par les sionistes au cours des combats de jeudi dans ce secteur, les combattants palestiniens et libanais détruisant notamment un avion Skyhawk, plusieurs tanks et des chars porteurs de canons. Tard, dans la journée de jeudi, le village de Rachaya el Foukhar, sorte de position retranchée, dans un secteur très accidenté, n'avait pu être encore occupé malgré les tentatives sionistes. Des villages occupés la veille par les forces sionistes, tels que Teir Harfa, Jijr al Hamra, ont été pris pour cible par les tirs de fusées Katioucha de la Résistance, qui ont allumé de nombreux incendies, et détruit d'importantes quantités de matériel sionistes.

Dans le même temps, des localités situées au-delà de la frontière libano-palestinienne, dans la partie nord de la Palestine occupée, donc sur les arrières des forces israéliennes engagées au Sud-Liban, ont été bombardées par des unités palestiniennes, il s'agit notamment des kibboutzims, tels



L'agression des chars israéliens, passant la frontière du Sud-Liban.

que celui de Kiriât Shmoneh. Les commentateurs israéliens ont reconnu ces attaques.

LE GÉNOCIDE CONTRE LA GUÉRILLA

Face à la guérilla des Palestiniens, les sionistes, dans leur logique expansionniste, n'ont d'autres recours que le génocide. Ne pouvant briser l'infrastructure militaire palestinienne, ils pratiquent les bombardements aveugles, la technique du tapis de bombes. Tout au long de la journée de jeudi, soixante avions ont été engagés ainsi dans des raids incessants contre la ville de Sour (Tyr), l'une des quatre principales vil-

les du Liban, qui a été partiellement détruite, faisant de nombreuses victimes civiles; le port de Sour, lui, étant entièrement détruit par la flotte de guerre sioniste. Le camp de réfugiés palestiniens de Rachidieh, situé à quelques kilomètres de Sour et que la Résistance avait fait évacuer, a été lui aussi entièrement rasé. La barbarie sioniste témoigne de cette difficulté à établir la fameuse «ceinture de sécurité» sur 80 kilomètres de long et 10 kilomètres de large, alors qu'en de nombreux points, les forces d'occupation n'ont pu atteindre la distance escomptée.

Dans les camps de réfugiés du Liban, notamment

à Beyrouth, toutes les forces palestiniennes, dont les milices populaires, sont en état d'alerte mais n'ont pas encore été mises à contribution pour renforcer les combattants du sud.

Begin a déclaré qu'Israël n'avait pas l'intention de se retirer du Sud-Liban tant qu'un accord garantissant le départ définitif des fédâyins du Sud-Liban, n'aurait pas été signé. Malgré les apparences, la marge de manœuvre des sionistes est, en fait, relativement réduite. Les milices de l'extrême-droite libanaise, armées par Israël, sont incapables de contrôler seules le Sud-Liban. Et si de très grosses forces sionistes sont maintenues au

SOULEVEMENTS EN PALESTINE OCCUPEE

Contre l'agression au Sud-Liban, d'importantes manifestations ont éclaté en Palestine occupée, et notamment en Cisjordanie. Depuis le début de l'offensive sioniste, de nombreux lycées sont paralysés par la grève, et à Naplouse, Ramallah, Bireh et d'autres villes, la population palestinienne est descendue dans les rues, dressant des barricades et attaquant des véhicules de l'armée israélienne. Dans les manifestations, la population a aussi critiqué la tiédeur des réactions de plusieurs régimes arabes, et l'attentisme de la Syrie, dont les forces sont présentes au Liban. D'autre part, se dessine parmi les ouvriers arabes de Cisjordanie qui se rendent chaque jour à Tel Aviv et d'autres villes, un vaste mouvement de refus du travail dans les entreprises sionistes.

Ces actions soulignent combien, pour la Résistance Palestinienne, le Liban où vivent de nombreux réfugiés, s'il est considéré comme une base arrière, n'est pas l'enjeu de la lutte : celui-ci se situe en Palestine, dont la libération reste l'objectif stratégique de la Résistance.

Yomna EL KHALIL
et Jean-Paul GAY

ITALIE : ENLEVEMENT D'ALDO MORO

A qui profite le crime ?

Haroun Tazieff, deux ans après la Soufrière : «Le seul qui ait sauté, c'est moi !»

Alors que les diagnostics d'Haroun Tazieff à propos du volcan de la Soufrière, en Guadeloupe, étaient confirmés et que l'éruption n'avait pas lieu, un professeur de l'Université des Sciences et des Techniques du Languedoc, Mattauer, n'en traitait pas moins Tazieff de «charlatan». Mattauer comparait le 15 mars pour diffamation, sur une plainte de Tazieff, à qui il est reproché de ne pas avoir «fait la faculté» ! Tazieff tient surtout à travers ce procès à «attirer l'attention de l'opinion sur le fait que la responsabilité des volcans en activité sur le territoire français est aujourd'hui assurée par des gens incompétents. Pour la Soufrière, c'était sûr que cela ne pouvait pas sauter, et ça n'a pas sauté» dit Tazieff, «le seul qui ait sauté c'est moi !».

La pratique de l'enlèvement, de patrons en particulier, s'est répandue depuis plusieurs années, dans le cadre de la crise permanente de la société italienne. Enlèvements politiques, mais souvent aussi actes de gangstérisme pour obtenir une rançon. De même, qu'aux crimes des groupes fascistes répondent les attentats des petits groupes contre magistrats, policiers et autres fonctionnaires de répression.

Mais dans ce climat, l'enlèvement sanglant d'Aldo Moro, opéré avec le savoir-faire de professionnels bien entraînés, est un fait nouveau : cette fois-ci les «Brigades Rouges» qui revendiquent l'at-

tentat s'en prennent à un homme politique, le véritable chef, sans doute, de la Démocratie Chrétienne italienne.

Le but politique de cet enlèvement est donc une question qui se trouve très directement posée. Et cela, au moment même, où le PCI vient d'obtenir un nouveau petit pas en avant dans la réalisation du compromis historique avec la Démocratie Chrétienne.

L'enlèvement sanglant de Rome chercherait-il à casser la progression vers le compromis historique ? Rien n'est moins évident. Au contraire, à diverses reprises, face à des actions de ce type, le PCI, appelant à la grève géné-

rale, a pu apparaître comme un parti de l'ordre et souligner ainsi la nécessité d'une collaboration plus étroite, au sein du gouvernement et de l'Etat, du PCI et de la Démocratie Chrétienne. Pour la défense de la démocratie, des institutions, contre le fascisme sous toutes ses formes. De plus, il a pu justifier ainsi, auprès de la classe ouvrière, sa politique d'austérité et d'alliance avec la DC : car ces formes de terrorisme sont très largement rejetées par les travailleurs italiens.

Des rumeurs persistantes et quelques preuves qui sont avancées tendent à montrer les liens qui 'existeraient entre les «Tri-

gades Rouges» et les pays de l'Est l'étude en URSS, voyage en Tchécoslovaquie de certains de leurs dirigeants). Cette piste n'a rien d'in vraisemblable. Que le social-impérialisme cherche à pêcher en eau trouble dans la situation italienne, et à donner lui-même un coup de pouce pour accélérer le compromis historique, selon ses propres vues, c'est une hypothèse qui ne saurait être écartée.

De toute façon, chacun de ces attentats constitue autant de dangers pour la classe ouvrière : le gouvernement italien DC, soutenu par le PCI, en profite chaque fois pour renforcer les mesures répressives dirigées contre les masses.

union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

UOPDP 3, rue Jean Robert 75018 Paris Tél : 607 23 75

TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS

Au nom de l'Union ouvrière et paysanne, nous voulons d'abord remercier tous les travailleurs qui par leur vote, ont soutenu nos candidats.

Bien sûr, nous ne nous sommes pas présentés dans toutes les circonscriptions, et nous n'avons pas recueilli un nombre de voix comparable à celui des grands partis de droite et de gauche.

Mais nous ne nous sommes pas présentés pour cela. Ce n'est ni par les promesses électorales, ni par des élections qu'on peut transformer les choses.

Au contraire, tout au long de notre campagne, nous vous avons dit : « C'est par vos luttes, et uniquement par vos luttes que vous pourrez arracher des succès, faire reculer les patrons ! ». Car enfin, quel que soit le futur gouvernement, la crise sera toujours là, et les patrons essaieront toujours de la faire peser sur le dos des travailleurs.

C'est pourquoi nous vous avons dit « C'est le troisième tour qu'il faut préparer, et dès maintenant, celui de la lutte », et les résultats de dimanche le prouvent bien.

Et après ce premier tour, à la différence de tous ceux qui s'adresseront à vous, dans le cadre de cette émission, nous ne changerons pas de langage. Nous vous avons tenu le langage de la vérité et nous continuerons.

Car depuis dimanche soir, qu'avons-nous vu, qu'avons-nous entendu ?

La droite relève la tête, plastronne, elle envisage sérieusement d'en reprendre pour cinq ans : la bourse remonte, Chirac se pose en sauveur, Barre appelle pompeusement à resserrer les rangs : tout ce beau monde se prépare à nous imposer un nouveau plan d'austérité.

Eh bien non ! Nous en avons assez de cette vie de chômage et de misère pour le plus grand nombre. Nous n'accepterons pas plus longtemps le blocage de nos salaires. Nous en avons assez de cette vie infernale qui use avant l'âge, détruit le cadre de vie, brise nos espérances.

Mais si nous ne votons plus de cette droite, nous n'avons pas confiance en la gauche. Comment faire confiance en ces gens qui depuis six mois, ne cessent de se quereller et qui hier, en 10 minutes, brusquement, tombent d'accord et nous disent : « Ça y est, tout est réglé, votez pour nous, battez la droite, et nous nous chargerons du reste ! ».

De qui se moque-t-on ? Et qu'est-ce qui est réglé au juste ? Vous avez lu le texte de l'accord qu'ils ont signé hier ? A part les mêmes promesses qu'ils faisaient chacun séparément, aucun des points qui les ont opposés pendant des mois, et qu'ils présentaient eux-mêmes comme des points décisifs, les nationalisations, la défense, aucune de ces points n'est réglé.

Cassée avant hier, ressoudée hier, l'Union de la gauche se recassera demain, écartelée par les projets capitalistes trop différents du PS et du PCF.

Comment pouvons-nous leur accorder notre confiance ?

Mais alors qui faut-il croire ? Marchais et Mitterrand qui nous disent le 13 mars qu'ils sont d'accord, ou Marchais et Mitterrand qui se disputaient le 11 mars encore ?

Comment croire Marchais qui présentait hier les 20,5 % de suffrages recueillis par le PCF comme une grande victoire, alors qu'en janvier il disait que 21 % ne suffiraient pas pour arriver à un bon accord.

Nous ne pouvons pas dire aujourd'hui : « Faites confiance à Marchais et Mitterrand alors que nous savons que demain ils se disputeront à nouveau, vous prenant à partie, vous sommant de soutenir chacun leur clan, chacun manœuvrant pour profiter de vos luttes et faire aboutir son propre projet.

C'est pour ces raisons que les candidats de l'Union ouvrière et paysanne refusent de se désister pour les candidats de droite, comme de gauche.



Nous savons que nombreux sont les travailleurs qui souhaitent la défaite de la droite et pour cela apportent leurs suffrages aux partis de gauche, malgré leur désaccord important avec les partis du Programme commun.

Nous disons à ces camarades : « Vous ne pouvez pas faire confiance aux dirigeants des partis de gauche. Mais de toute façon, ce qui est décisif aujourd'hui, ce n'est pas le résultat du scrutin du 19 mars, c'est de préparer le troisième tour, de préparer les luttes. Et dans ce combat, pour imposer nos revendications, pour diriger nous-mêmes nos luttes, nous nous retrouverons côte à côte ».

Travailleuses, travailleurs, C'est pour préparer ces luttes que nous avons constitué l'Union ouvrière et

paysanne à l'appel des marxistes-léninistes du PCRML et du PCMLF. Cette Union ouvrière et paysanne n'a que deux mois d'âge, mais déjà, elle a permis de constituer un premier rassemblement de force.

— Vous qui voulez en finir avec cette vieille société capitaliste, et vous qui voulez les usines aux ouvriers et la terre à ceux qui la travaillent,

— Vous qui voulez le socialisme. — Vous qui voulez une société radicalement nouvelle dirigée par la classe ouvrière, où c'est le peuple qui décide des grandes orientations du pays, rejoignez l'Union ouvrière et paysanne.

Pour le succès des luttes d'après mars, pour avancer vers le socialisme, rejoignez les comités de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.

**Texte de l'intervention télévisée de l'UOPDP
mardi 14 mars - Nicole Balland et André Druesne**

Quels que soient les résultats

UNE SEULE VOIE : LA LUTTE

Les résultats de ce premier tour des élections législatives soulignent l'état de crise de la bourgeoisie.

Pour la première fois depuis plus de trente ans, la coalition des formations ouvertement conservatrices et réactionnaires a été incapable, malgré le poids des positions acquises, le matraquage des mass-média, d'obtenir même une courte majorité de suffrages.

C'est le signe d'une usure évidente, d'une faillite perçue de plus en plus largement.

AMERE DÉCONVENUE A GAUCHE

Et pourtant, les partis dits de gauche qui, depuis

six ans, prétendent offrir une alternative à la droite, se sont montrés, malgré ces conditions très favorables, tout aussi incapables de rassembler une majorité de voix.

Cinglante désillusion pour le PS qui s'imaginait distancer nettement tous ses rivaux. A tel point qu'on peut se demander si ce parti attrape-tout, à force de louvoyer et de rester dans le flou, n'a pas déjà amorcé son déclin.

Amère déconvenue pour le PCF : en pourcentage, il régresse en-dessous de ce seuil des 21 % que Marchais

avait proclamé comme un minimum ! Et c'est dans des villes ouvrières, comme dans les banlieues Nord et Sud de Paris, considérées comme ses fiefs, que le soi-disant parti des pauvres subit les reculs les plus considérables, parfois de plus de 5 %.

Non, vraiment, on est bien loin de cet enthousiasme, de ce courant populaire qui devaient porter la gauche au pouvoir.

UNE MAJORITÉ PRÉCAIRE

Si les partis de gauche n'ont pas perdu absolument toute chance de gagner au second tour, une chose est certaine : quel qu'il soit, le gouvernement issu de ces

élections sera un gouvernement très instable, reposant sur une majorité précaire.

D'autant plus instable que chacune des coalitions opposées est elle-même profondément divisée.

Barre, Lecanuet et Chaban lancent même déjà des appels insistants aux socialistes « trompés » par le PCF, alors que Chirac entend nettement imposer dans la majorité le leadership du RPR, demeuré, selon lui, électoralement le premier parti de France.

UN ACCORD VIDE

A gauche, comment croire qu'en quelques minutes,

ait pu se réaliser un accord solide ? Avez-vous lu le texte de l'accord ? C'est un accord vide purement démagogique et électoral. Il est muet sur toutes les divergences profondes qui ont opposé et opposent toujours le PS et le PCF. A coup sûr, s'ils venaient au gouvernement, chacun d'eux reprendrait de plus belle une lutte acharnée pour s'assurer la position dominante.

Si la droite passe, ce sera la poursuite du plan Barre : financiers et boursiers s'en réjouissent déjà bruyamment par avance. Si la gauche passe, en dehors de quelques mesures sociales vite récupérées comme après 68, ce sera le plan Rocard-Mitterrand. c'est-à-dire une

présentation de gauche du plan Barre.

EXPRIMER NOS ASPIRATIONS PROFONDES

Quel que soit le gouvernement issu de ces élections, les luttes ne manqueront pas de se développer. Elles seront indispensables pour obtenir la satisfaction de nos revendications les plus immédiates. S'y préparer dès maintenant, préparer ce troisième tour des élections, qui sera le plus important, c'est construire aujourd'hui une force révolutionnaire, large, exprimant nos aspirations profondes et capable de s'opposer aux manœuvres et aux manipulations des partis de gauche.

Les voix de l'UOPDP

Un potentiel pour l'action

Les candidats de l'UOPDP ont obtenu à peu près 28 000 voix dans un peu moins de 120 circonscriptions. S'ils avaient été présents dans la France entière, c'est plus de 100 000 travailleurs, on peut l'affirmer valablement, qui auraient voté pour eux. Comment apprécier ce chiffre qui reste modeste bien sûr, et comment apprécier les perspectives qu'il dessine ?

Tout d'abord, il faut bien voir que la toise électorale est la plus truquée de toutes. Ce n'est sûrement pas aux scores des grands partis traditionnels qu'il faut comparer celui de l'UOPDP. Ils ont eu tout le loisir de mener une campagne à l'américaine dans laquelle le rôle prépondérant a été rempli par les moyens modernes d'information, radio, télévision, grande presse.

Ils ont cultivé le vedettariat et leurs chefs de file ont bénéficié de longues heures d'écoute à la radio et à la télévision. Par contre, nous n'avons eu quant à nous, que 7 minutes en tout et pour tout, pour exposer nos positions en début de campagne et notre combat a été soit dissimulé, soit complètement déformé par la presse soi-disant d'information.

Les grands partis traditionnels et d'autres groupes n'ont également reculé devant aucune compromission, aucune démagogie, aucune promesse miraculeuse à valoir contre leur élection, pour recueillir un maximum de voix. L'attitude des candidats de l'UOPDP a été aux antipodes de celle-là. Dans des délais trop brefs puisqu'il a fallu dans le même temps former nos comités de l'UOPDP, faire connaître la plate-forme aux travailleurs, ils ont mené une campagne extrêmement claire, bannissant tout opportunisme et tout électoralisme, n'hésitant pas à aller à contre-courant sur des questions extrêmement importantes, proposant la lutte là où les autres promettaient la lune.

Qui d'autre que nous a parlé au cours de ces élections de la réalité de la situation internationale, des risques de guerre, des dangers que représentent les superpuissances, de l'identité profonde de nature de classe des projets de la droite comme de la gauche ?

C'est tout cela qu'il faut avoir en tête pour apprécier nos résultats, la qualité et le poids réels des voix des travailleurs qui ont voté pour l'UOPDP alors que nous nous présentions pour la première fois.

Ces électeurs ont marqué leur accord avec une campagne qui se démarquait de la droite comme de la gauche de façon très claire. Ils

(suite page 3)

Candidats	Voix	Candidats	Voix	Candidats	Voix
AIN		MARNE		SAVOIE	
1e COTTON Jean-Pierre	234	1e GIGERICH M.	207	3e GRANJON J.	191
2e GIORIA Jean-Claude	116	2e THOMAS Johan	211	SEINE-MARITIME	
ALPES-MARITIMES		3e BLANCHEMANCHE J.L.	184	2e CLOUARD Patrick	310
3e CRISTOFARI Joël	207	MAINE-ET-LOIRE		SOMME	
BOUCHES-DU-RHONE		2e METIVIER Michel	548	1e DEPECKER Jean	176
4e MANDRILLE Henri	342	4e PLISSON Bernard	546	5e BOGAERT Denise	334
6e VANDRAMME Yves	244	MEURTHE-ET-MOSELLE		TERRITOIRE DE BELFORT	
7e BOSCH J.J.	98	1e LEBLANC M.T.	177	1e RIGOULOT Nicole	78
9e CASTAY Yves	366	7e ICETA Chrisitan	438	VAUCLUSE	
10e AGUADO Richard	376	MORBIHAN		3e JOLY Pierre	221
11e GOURC Jacques	133	5e LEGAL Romain	255	HAUTE-VIENNE	
CALVADOS		MOSELLE		2e RAULIN Emmanuel	293
1e COMPAGNON Béatrice	316	3e LAUX A.	343	3e HUBERT Christian	510
3e COUPEY Gérard	449	4e GREGOIRE M.	489	YONNE	
CHARENTES-MARITIMES		6e BRUNE Pierre	271	2e THOMAS Alain	515
1e BEY Michel	326	NORD		SAONE-ET-LOIRE	
COTES-DU-NORD		1e LEBLANC Marc	158	4e BENOIT Charles	281
1e LEMEUR Michel	326	2e RENAHY Philippe	128	5e PERRET Camille	343
2e LECORRE Loïc	201	4e POLISINI Ivanna	183	HAUTE-SAONE	
COTES-D'OR		7e GUILLERMAIN G.	258	CHATEL	392
1e SALOMON Agnès	159	8e WYCHOWANOK R.	233	VAL D'OISE	
2e GARRIGUES	276	OISE		1e BOEDART Pierre	234
DOUBS		5e HILLAIRE Georges	556	SEINE-SAINT-DENIS	
1e ROY Jacques	207	11e GRISEL Laurent	280	1e BLANCHEMANCHE P.	255
2e QUERON Serge	259	ORNE		2e CHEVET Yves	151
DROME		2e AUCLAIR Henri	381	5e BERNARDINI F.	314
3e MARTIN Colette	204	PAS-DE-CALAIS		7e FERNANDEZ G.	118
FINISTERE		5e COPPIN Henri	181	PARIS	
1e GUIVARCH J.F.	530	7e BONTE Jules	176	2e MERIEUX Roland	63
2e MOYSAN Fernand	175	12e LACAZE Jacques	473	10e PICHOT P.	82
4e CORRE Milliau	257	13e TAINMONT Michèle	124	12e REY Gilbert	59
HAUTE-GARONNE		PUY-DE-DOME		13e JAUNAS Daniel	88
4e DESACHY Cécile	222	PALJKOVIK J.M.	298	16e DUVERNE Sylvain	69
GERS		PYRÉNÉES-ATLANTIQUES		25e RENAHY J.H.	70
2e DESBARRAT Daniel	233	4e OCANA M.	407	27e LEBRUN Claude	78
GIRONDE		1e BERIT-DEBAT	367	28e DRUESNE André	81
1e BORTHURY Bruno	113	BAS-RHIN		29e BAUBY Pierre	100
4e CLUZAN Jean-Claude	475	2e KOSMAN Frédéric	166	30e CROHEM Colette	50
ILLE-ET-VILAINE		3e REISER Christian	352	31e DOUZIL Simone	58
1e LAFORET J.M.	423	HAUT-RHIN		SEINE-ET-MARNE	
2e LE CAM J.G.	571	4e DENEUX Gérard	207	1e LANDRIN Luc	243
ISERE		RHONE		2e BAUDOIN Patrick	456
1e BALDACCI René	157	1e DELORME Claude	63	ESSONNE	
2e CHERHAL Jean	218	2e RUFFIER	116	2e BERICHVILI Thierry	351
3e DUBARRY Michel	331	3e LUBATO	68	1e LEVY Jacques	275
LOIRE		6e DHENNEZEL Philippe	123	3e GODEFROY Pierre	345
1e FAUBERT Jacques	67	7e DE LICANT Josette	116	VAL-DE-MARNE	
5e DUPUY J.L.	123	10e REY Bernard	251	1e PERRET Joël	167
LOIRE-ATLANTIQUE		11e ABRIAL Henri	213	3e RODRIGUEZ René	202
2e JAUNAS Dominique	181	12e PERCHOUX André	122	4e ROLLET Patrice	113
3e KERVAREC Michel	192	13e SCARAFIA Nathalie	210	HAUTS-DE-SEINE	
LOIRET		4e DURAND	63	1e RABOUTET Jean-Louis	120
1e MERCY Paul	395			4e PRAXELLE Guy	103
2e GAURANT Michel	351			7e FREVAQUE Bernard	120
				11e BALLAND Nicole	90

Interview

Pourquoi nous avons rejoint l'UOPDP

Les mois qui ont précédé les élections ont été marqués à Nantes par deux grandes luttes. Les ouvriers de Dubigeon ont mené une grève dure et déterminée, caractéristique des traditions de lutte des ouvriers des chantiers navals.

Les ouvriers de Laving-Glaces entreprise de nettoyage, pourtant considérée comme des moins que rien, des « esclaves » ont gagné leur lutte.

La création du comité de l'UOPDP s'est faite sous le signe de ces deux luttes. Plusieurs ouvriers de Laving-Glaces s'y sont rapidement associés, trouvant dans l'Union une réponse aux questions politiques qu'ils avaient dû se poser.

Deux autres mouvements de lutte caractérisent la région : l'opposition à la construction de la centrale nucléaire du Pellerin qui a suscité un très large mouvement de masse, et la lutte des femmes, pour l'avortement et la contraception, mais aussi pour la prise en main par les femmes elles mêmes de leurs luttes. L'UOPDP, de création pourtant récente, a ouvert là aussi de premières perspectives chez les militantes et les militants actifs

Bien sûr un mois et demi de travail et de discussion c'est bref. Mais comme en témoignent les quelques interviews qui suivent, quelque chose a déjà changé à Nantes avec la création de l'UOPDP.

Jean-Yves était à l'essai

depuis trois jours, lorsque la grève s'est déclenchée à Laving-Glaces. Il n'a pas hésité. Sachant ce qu'il risquait, il a suivi le mouvement, et s'est révélé l'un des plus combattifs de la lutte. Profitant de la période qui a suivi la reprise, après la vic-

toire, le patron de l'entreprise l'a licencié. Jean-Yves participe actuellement au comité de l'UOPDP. Il y a quelques semaines, pourtant, il avait sa carte au PCF.

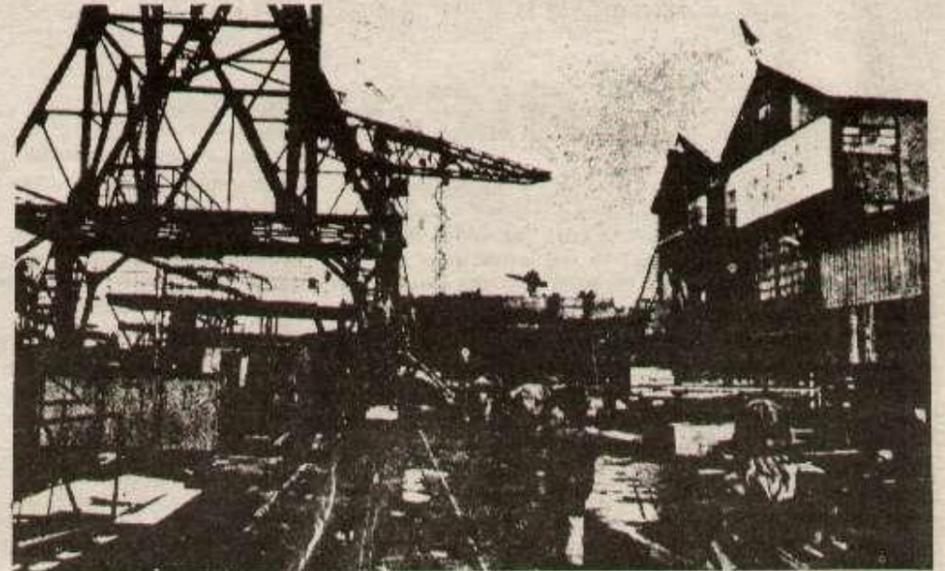
Jean-Yves

« J'étais entré au PC en 1971. J'étais alors cheminot dans l'Est. Ils m'avaient invité à quelques réunions. Ils promettaient monts et merveilles, le relèvement du SMIC... si on les suivait.

« A Nantes, le PCF a essayé de me recontacter, on venait de commencer la grève à Laving-Glaces et le PCF avait recouvert nos affiches « Nettoyage-esclavage » signées du comité de grève et du comité de soutien. J'ai été à l'assemblée de remise de cartes, et je leur ai dit : « Vous vous prétendez le parti des ouvriers, pourquoi recouvrez-vous les affiches d'ouvriers en grève ? » Le secrétaire de cellule ne savait pas quoi dire. Il « n'était pas au courant ». Ça m'a écoeuré. Il y a eu aussi l'attitude de la CGT pendant la grève. Nous sommes partis en lutte contre le licenciement d'un délégué CFDT. La CGT disait que le licenciement était réglementaire, que le délégué ne travaillait pas correctement. Moi, je faisais équipe avec lui, et je peux témoigner que c'était complètement faux. Le PCF a aussi fait envoyer des dockers contre le piquet de grève, pour nous obliger à laisser les non-grévistes travailler. La « liberté du travail, en quelque sorte »...

« J'étais tellement écoeuré que je me suis dit que ça ne se reproduirait pas, que j'y regarderais à deux fois avant d'adhérer à une organisation. Le PCF ne marche que s'il contrôle ce qui se passe, que si ça peut servir ses objectifs.

« Après la grève, les camarades qui nous avaient soutenus m'ont donné la plate-forme de l'UOPDP. J'ai été à plusieurs réunions, et ce qui m'a intéressé, ce sont deux choses. D'abord, l'UOPDP ne cherche pas à aller au gouvernement. Elle veut préparer la révolution, elle veut un gouvernement ouvrier. C'est ce qu'il faut dire aujourd'hui. Autre chose : aux réunions de l'UOPDP



Le 24 octobre, les grévistes des chantiers navals de Dubigeon organisaient une journée « Portes-ouvertes ».

on discute franchement, on peut dire vraiment ce qu'on pense, et clairement. Tout le monde n'est pas d'accord, mais on en discute. A la dernière réunion du groupe de travail, on a discuté de la question des revendications. L'UOPDP n'a pas donné de liste de revendications. Pourtant, on en aura besoin, quand les élections seront terminées. On s'est mis d'accord sur la méthode : on ne doit pas dire à l'avance aux ouvriers ce qu'ils doivent revendiquer. Il faut que l'UOPDP participe aux luttes, discute avec les travailleurs. Ce sont les ouvriers qui doivent dire ce qu'il faut revendiquer.

« Quand on sait ce que c'est qu'une lutte, on sait aussi que les gars sont beaucoup plus mobilisés quand ils ont élaboré eux-mêmes leurs revendications. A Laving-Glaces, il y avait beaucoup de femmes. Certaines ne faisaient pas grève au départ. On leur a demandé d'exposer leurs problèmes, et on en a discuté. Et elles ont pris des responsabilités dans la lutte. Sans cela, on n'aurait pas gagné ».

Pour l'instant, nous sommes en période électorale, Jean-Yves pense que l'UOPDP doit profiter des élections pour se faire connaître au maximum, que, par la suite, il faudra voir les choses autrement.

« Je pense à certains de mes camarades de Strasbourg. Comme je les connais, si le PCF les envoie à la bagarre, ils iront tête baissée. Tu leur donnes la plate-forme de l'Union, maintenant, ils ne seront pas d'accord. Mais si on discute avec eux, si on leur explique bien ce qu'on veut, ils commenceront à réfléchir. Après les élections, je pense qu'il faudra beaucoup élargir l'UOPDP, discuter avec les gens, leur proposer quelque chose qui soit vraiment dirigé par eux. Et ça, c'est surtout en participant aux luttes ».

Philippe

Philippe s'est lui aussi intéressé à l'UOPDP après la grève où il a eu un rôle moteur.

« Il faut absolument se réunir, à condition que cela aille dans le sens de plus de démocratie. Il y a beaucoup de gens qui ont la tempête sous le crâne, qui sont « inorganisés », mais bien organisés dans leur tête, et qui brassent sur leur lieu de travail, qui mènent la lutte tous les jours contre leur patron, qui ne laissent rien passer. Il faut absolument les rassembler, et l'extrême-gauche a gaspillé beaucoup d'énergie jusqu'à présent sans y arriver. Je crois sincèrement que l'UOPDP peut y arriver, à condition qu'elle trouve son identité propre

Vous avez eu raison de ne pas cacher la base politique au départ. Ça aurait été hypocrite, et les gens auraient rapidement eu le sentiment de s'être faits avoir. Et puis, il est nécessaire de parler clairement sur la gauche : il y a eu une manœuvre politique depuis 1974 pour nous empêcher de lutter.

Après les élections, ce sera instable, et il peut y avoir manipulation du PCF ou réaction dans le sens d'un pouvoir « fort ». C'est pour cela qu'il faut être clair.

Pour développer l'UOPDP, il faut que ses militants soient vraiment avec ceux qui luttent, qu'ils ne parachutent pas des idées sur les gens.

Il faut que les gens, ceux qui ont la tempête dans leur crâne, comme je disais tout à l'heure, puissent venir avec leurs arguments, qu'on les accepte, qu'on ne les mette pas dans un moule ».

Danièle

Visiblement, Philippe craignait un peu de se retrouver « dans un moule », lorsque des camarades lui ont parlé de l'UOPDP. Les réunions auxquelles il a assisté, si elles ne le satisfont pas pleinement, lui ont montré que l'UOPDP c'est autre chose.

Le cas de Danièle est différent : son expérience politique, comme militante de la « Cause du peuple »,

puis du mouvement des femmes l'a convaincue de la nocivité du PCF, et de toute analyse politique qui en vient finalement à laisser quelques illusions sur ce parti.

Elle l'avait aussi conduite à privilégier l'action à la base, chaque fois que quelque chose se passe, dans les usines en particulier, mais aussi dans les quartiers, dans les groupes-femmes qui se constituent sur tel ou tel problème, et qui veulent mener leur propre réflexion.

« Ça m'est apparu tout à fait naturel et évident de lier toutes ces luttes. C'est pour cela que l'idée de l'UOPDP me semble bonne. Mais il faut trouver les moyens de les unifier. Ce n'est pas évident. Par exemple, je travaille avec un groupe « femmes battues ». Je vois mal le lien avec les luttes dans les usines. Autre exemple, à propos de Tréfinmétaux, où les femmes de grévistes étaient allées occuper la direction. Il y a eu un débat dans les groupes-femmes pour savoir si c'était une lutte féministe. Pour moi, ça allait dans le bon sens, mais ce n'était pas évident pour tout le monde. Il faut discuter de tout cela, poser les problèmes. Discuter concrètement du socialisme aussi devrait permettre de sortir du cadre limité dans lequel se trouve chaque terrain de lutte ».

Marie-Nicole

Marie-Nicole qui a choisi de lutter aux côtés des paysans de Cheix-en-Retz contre le projet de centrale nucléaire pose aussi le problème de l'unification concrète :

« L'UOPDP est inconnue ici au Pellerin et à Cheix-en-Retz. Pourtant, beaucoup de gens seraient d'accord sur un certain nombre de choses. Quand l'UOPDP s'est créée, j'ai trouvé que ça « coulait de source ». Parce que j'ai vécu la lutte ici, qui s'est construite en dehors et contre les partis,

(Suite p. 4)

grève à laving glaces

NETTOYAGE
= ESCLAVAGE

brimades, aversissements injustifiés, dégradation des conditions de travail; LICENCIEMENT d'un travailleur; la direction a demandé le licenciement de 2 délégués cfdt

Affiche réalisée pendant la grève à Laving glaces

Les voix de l'UOPDP

Un potentiel pour l'action

suite de la page 2

représentent donc un potentiel précieux sur lequel s'appuyer pour rallier d'autres travailleurs. Ceux qui ont tenu tout en refusant la droite à marquer au premier tour leur défiance vis-à-vis de la gauche. Ceux très nombreux qui n'ont voté pour la gauche que parce qu'ils étaient mécontents de la droite et ne distinguaient pas encore d'autre alternative. Quant à nos frères de classe, les travailleurs immigrés, s'ils n'ont pas le droit de vote, ils ont pourtant largement participé à notre campagne.

Et si l'on regarde même les électeurs qui ont

voté pour les candidats de l'UOPDP ne représentent-ils pas déjà une bonne base de départ ? Combien de quartiers populaires où les bureaux de vote ont enregistré 1 % ou plus, voire 5 % comme à Liévin. Combien de villes où ils représentent un potentiel cinq à dix fois plus nombreux que les seuls adhérents actuels. Combien de villes ou de villages où des électeurs ont voté pour nous alors que nous sommes peu ou pas présents.

S'attacher à rassembler ce potentiel d'action voilà des perspectives bien concrètes qui ressortent dès maintenant de ces résultats.

Soutien total à la Résistance palestinienne

30 000 soldats israéliens ont envahi mardi soir le Sud-Liban. Dans la journée de mercredi, les avions israéliens ont bombardé les camps de réfugiés palestiniens parmi les plus peuplés du Liban. Non seulement Israël souhaitait anéantir les principales bases palestiniennes du Sud Liban, mais il voulait également tuer le plus grand nombre de Palestiniens, hommes, femmes, enfants ou vieillards en rasant les camps comme ce fut le cas à Ouzaï et Damour.

L'opération menée le week-end dernier par des unités palestiniennes, organisées à l'intérieur de la Palestine occupée, s'était achevée par la mort de nombreux civils israéliens, au cours des combats qui ont opposé les fedayin aux troupes israéliennes. Israël s'en est servi comme prétexte pour envahir le Sud Liban afin d'en chasser les Palestiniens. Même si Israël parle de retirer ses troupes, il exige en échange que les Palestiniens ne puissent y revenir et veut y installer une force qui lui est dévouée, qu'elle

arme et organise, recrutée dans les troupes fascistes libanaises. En cherchant à déloger les Palestiniens du Sud-Liban, Israël voudrait que ceux-ci soient cantonnés au Nord, où ils sont soumis à la pression constante de la droite libanaise et où leur liberté d'action est limitée depuis l'intervention de la Syrie qui occupe toujours cette partie du Liban.

La violente agression déclenchée mardi a reçu l'accord de Carter qui en a été averti plusieurs heures à l'avance. Si l'Union soviétique dénonce hautement l'attitude des États-Unis, elle n'en reste pas moins discrète sur son soutien à la Résistance Palestinienne. Il ne peut en être autrement car États-Unis et URSS sont fondamentalement d'accord pour qu'un règlement intervienne au Moyen-Orient, qui offre les garanties demandées par Israël au prix d'une liquidation des droits du peuple palestinien. Toute la dispute entre Moscou et Washington est de savoir par quel moyen : les USA comptent s'assurer un rôle de premier

plan en favorisant les négociations directes entre Israël et les pays arabes, quand l'URSS veut s'assurer un rôle dans la région par la convocation de la conférence de Genève dont elle est co-présidente.

En France, l'agression israélienne a coïncidé avec une violente campagne contre le peuple palestinien. Les sionistes ont organisé des manifestations demandant la fermeture des bureaux de l'OLP. A Paris, Dominati (PR), Le Tac (RPR), s'y sont retrouvés au coude-à-coude avec Sarre, PS ; à Marseille, Defferre y paraît. Si giscardiens et socialistes rivalisent dans leur soutien aux revendications sionistes, le PCF cherche à ne pas être en reste : Marchais déclarait à la télévision : « On ne peut que condamner cet enchaînement de la violence, que ce soit l'attentat palestinien de samedi, que ce soit l'intervention d'aujourd'hui. » L'Humanité retrouvait à l'égard des fedayin les accents qu'elle mettait autrefois à condamner les « terroristes » des débuts de la guerre d'Algérie.

A droite comme à gauche, les partis bourgeois rivalisent pour raffler quelques voix sionistes dimanche prochain. Ce cynisme raccolage électoral s'effectue au prix du sang palestinien. C'est pire que du cynisme : c'est la haine des peuples debout pour leur indépendance, qui anime ces politiciens-là.

Tout notre soutien doit se porter vers les combattants palestiniens et patriotes libanais. La lutte du peuple palestinien est à la fois un symbole pour les peuples du Tiers-Monde et la pointe avancée de la lutte des peuples arabes pour leur indépendance. Cette cause là est notre cause : la lutte des peuples du Tiers-Monde contre l'impérialisme, du peuple palestinien pour sa patrie ont affaibli l'ensemble des pays impérialistes et contribué à la grave crise qui ébranle l'impérialisme français.

Tout doit être fait pour dénoncer et combattre l'agression israélienne, ceux qui la soutiennent et souhaitent ouvertement ou en secret la liquidation de la Résistance Palestinienne.

Interview

Pourquoi nous avons rejoint l'UOPDP

(Suite de la page 3)

le PS en particulier. C'est une caractéristique qu'on retrouve dans d'autres luttes. Il est donc normal, néces-

saire qu'elles se réunissent. Aujourd'hui, j'en suis toujours convaincue, mais je ne vois pas dans l'immédiat comment y parvenir ».

Michel Kervarec

Michel Kervarec qui était candidat de l'UOPDP dans la 3e circonscription, fait aussi référence à cette nécessaire coordination des luttes :

« Nous avons cette idée depuis longtemps. La situation de Nantes y pousse, en raison des traditions de lutte dans la classe ouvrière et dans la paysannerie. Il ne faut pas oublier que la SNIAS d'ici a été la première usine occupée en 1968. Par exemple, la création de l'APL (Agence Presse Libération Ouest) montre que cette idée correspond à une réalité. Les ouvriers avec qui les révolutionnaires étaient en contact en 1968, qu'on retrouve aujourd'hui dirigeants syndicaux et qui ont démolé la lutte de Dubigeon sont mal dans leurs pompes. On ne peut pas dire qu'ils soient complètement soumis aux réformistes. Ils disent : " Les syndicats italiens, j'espère qu'on en arrivera pas là... ».

Le développement de l'Union se pose dès les élections terminées. A mon avis, on a fait le maximum pour la période actuelle :

sur les 150 personnes qui étaient au meeting de l'UOPDP, vendredi soir, il y en avait au moins 80 d'inorganisées. Il y avait même des gens qui sont venus, alors qu'ils avaient l'intention de voter PS. Mais je crois que pour se développer, il faudra beaucoup enquêter, mieux connaître Nantes. Quand on connaît les problèmes de la population, on voit sur quoi il faut diriger les efforts. Sur Rozé où j'habite, je sais qu'un certain nombre de problèmes se posent, mais ce ne sont pas forcément les plus importants ».

Oui, il se passe quelque chose à Nantes. Ces militants rassemblés dans le comité de l'UOPDP ne se seraient pas forcément retrouvés au coude à coude sans cette initiative. Et déjà, après quelques semaines de travail en commun, ils envisagent l'élargissement de l'UOPDP, sa participation aux luttes, ses revendications. Bien sûr, beaucoup reste à faire, mais se poser le problème est déjà un grand pas.

● Guadeloupe

56 %

d'abstentions

En Guadeloupe, plus de vingt candidats se disputent trois postes de député. Les grands partis ont mené une campagne monstre pour amener les Guadeloupéens à voter pour leurs candidats. Messmer pour le RPR, Fajon pour le PCF, pour ne parler que d'eux, sont allés faire leur tournée en Guadeloupe pour y dicter « leur bon choix ».

Et pourtant, le pourcentage des abstentions a été énorme dans les trois circonscriptions de ce petit pays : 50 %, 60 % et 64 %. Quelle est la signification de cette abstention massive ?

Pour le comprendre, il faut savoir qu'il y a par exemple en Guadeloupe dix fois plus de chômeurs proportionnellement qu'en France, que la mortalité infantile y est dix fois plus grande, que la misère et les souffrances du peuple ne font que s'aggraver.

Cette situation est étroitement liée au statut colonial de la Guadeloupe, nation opprimée et exploitée par le colonialisme français. La même bourgeoisie qui nous opprime pille toutes les richesses de ce pays avec la complicité de ses propriétaires fonciers et des gros commerçants.

Alors que proposent les

candidats, notamment ceux qui ont quelque chance d'être élus ? Les candidats de droite prônent quelques aménagements de la départementalisation (puisque la Guadeloupe est soi-disant un département d'outre mer (DOM). Jalton du « Mouvement socialiste guadeloupéen » propose une « décentralisation des pouvoirs » et le Parti communiste guadeloupéen « l'autonomie démocratique et populaire dans le cadre de la République française ».

Dans tous les cas, c'est le maintien du système colonial que refuse le peuple guadeloupéen.

Par ailleurs, cela fait près de trente ans que des députés élus en Guadeloupe siègent au Parlement français sans que rien n'ait changé.

Le peuple guadeloupéen a donc voulu exprimer par cette abstention massive à la fois son refus du colonialisme et de tous ses aménagements et aussi le peu d'illusions qu'il avait de changer cet état de choses par l'élection de députés à l'Assemblée nationale française. Les autres peuples colonisés ont réagi de la même manière. En Martinique, Guyane, à la Réunion, le taux d'abstention a souvent dépassé 60 %.

● Montreuil

Un meeting plein de promesses

Ce soir, dans la salle d'école du quartier populaire de La Noue, nous sommes soixante.

Les candidats ouvrent le meeting, présentent la plateforme de l'UOPDP et les méfaits de la droite et de la gauche dans notre circonscription.

Tout au long de cette intervention, des travailleurs prennent la parole pour approuver ce qui est dit, ou pour rajouter des précisions, renchéris. Et maintenant, c'est à eux de prendre la parole. Omar, résident du foyer Sonacotra de La Noue, commence. Trois autres de ses camarades grévistes sont là aussi : « Nous, immigrés, on n'a pas le droit de vote, mais on sait bien quand même que le résultat de ces élections nous concerne. Que ce soit la droite ou la gauche, la répression s'accroît contre nous, comme sur l'ensemble de la classe ouvrière. Alors, si je suis là ce soir, c'est pour vous demander à vous travailleurs français, de nous soutenir nous, immigrés qui sommes en lutte contre la Sonacotra, et de dénoncer ceux qui nous trahissent et nous isolent. Il faut construire l'unité

Français-immigrés ».

Ce sont ensuite les postiers du Principal de Montreuil, en grève qui interviennent. Ils sont cinq présents ce soir. Cet après-midi, nous étions passés devant le Principal PTT avec la camionnette UOPDP. Nous leur avons donné des tracts, et puis on a discuté de la grève. Aussitôt, les dirigeants CGT-PCF se sont mis à hurler en nous traitant « d'agents de la droite », les postiers écoeurés de l'agressivité du PCF font vite le lien avec leur attitude dans la grève qu'ils essaient de casser, et le débat s'engage.

Deux jeunes employés du cadastre, dont le siège se trouve Porte de Montreuil prennent la parole : ils viennent de terminer une dure grève pour l'amélioration de la situation des nombreux vacataires de cette administration. Ils racontent l'enthousiasme aux premiers jours de la grève puis les négociations qui n'aboutissent pas. La CGT appelle alors à la reprise et à la « mobilisation dans les bureaux ». Après un vote à bulletins secrets, une faible majorité l'emporte pour la reprise. Aussitôt la CGT

se déchaîne contre les partisans de la poursuite de la grève : elle les traite d'aventuristes et autres insultes habituelles. Du coup, la direction est en force pour licencier plusieurs grévistes dont celui qui nous parle. Aucune riposte. Alors les éléments les plus combattifs, une quarantaine quittent la CGT et créent une section CFDT pour s'opposer à la ligne de collaboration de classe de la CGT.

Pour ces deux employés c'est clair, la gauche c'est la bourgeoisie.

Deux Antillais montent ensuite à la tribune et parlent de leurs pays : le colonialisme français, le projet de maintien du colonialisme du Programme commun, le rejet de plus en plus important de ces deux politiques, par les masses antillaises. Le camarade guadeloupéen évoque en particulier les récentes grèves des ouvriers du bâtiment, les barricades, dans les rues de Pointe-à-Pitre début mars.

Un débat s'engage dans la salle : quelles solutions veulent les Antillais ? « C'est l'indépendance totale », répondent-ils.

Les colonies françaises à l'heure des élections (2)

LA GUYANE AFFRONTÉ LE «PLAN VERT»

Par Yomna EL KHALIL

● La Guyane est un pays de 90 000 kilomètres carrés avec une population de 60 000 habitants. La majeure partie du peuple vit sur la côte, le reste du pays étant couvert de forêts.

En 1974, le gouvernement de Chirac mettait en place le «Plan vert de développement économique» de la Guyane, en fait, comme nous allons le voir, un plan de rationalisation de la colonisation.

Le «Plan vert» comporte deux aspects :

● L'impérialisme français cherche à «développer» en Guyane ce dont il a besoin d'une manière plus rationnelle qu'avant, en tenant compte de la crise qui le frappe et de son relatif recul en Afrique.

● Pour ce faire, il entend organiser l'invasion de populations qui vise à sub-

merger le peuple guyanais, surtout après les luttes importantes que celui-ci a menées pour l'indépendance. Cette invasion de la Guyane serait réalisée avec des populations Méos et Hnong importées d'Indochine et ayant déjà été largement utilisées par le colonialisme. Par cette politique odieuse, la France colonialiste est en train de créer son «Israël» en Amérique Latine.

pour y installer une base spatiale.

Des exemples montrant comment le colonialisme développe l'agriculture pour ses besoins : le manioc, qui était consommé localement, fait l'objet actuellement de recherches en Guyane pour l'adapter au bétail, car la France est déficitaire dans le commerce de l'alimentation pour le bétail.

DEUX GROS PROJETS

Deux gros projets sont à l'étude en ce qui concerne le bois de la forêt guyanaise pour faire la pâte à papier. Là aussi, la France est déficitaire dans ce domaine sur le plan du commerce extérieur. Ces projets demandant de gros investissements, l'impérialisme français y a associé deux firmes américaines : l'International Paper et Parson and Whitmore. Des contradictions entre les deux impérialismes retardent le commencement des travaux, contradictions qui portent sur la

participation, les bénéfices, les investissements pour l'infrastructure (routes, barrages hydroliques, port...) Mais ce plan est une véritable catastrophe pour la Guyane : le défrichement de la forêt a des conséquences graves sur l'environnement. La terre défrichée, subissant les fortes pluies, sera délavée et transformée en désert. Cela risque de changer complètement le micro-climat du pays.

LES RECHERCHES DU BRGM

Sur un plan minier, le BRGM fait actuellement des recherches très sophistiquées en Guyane, pour recenser toutes les mines qui peuvent receler le pays, en vue de les piller. Il semblerait que l'exploitation d'un important gisement de bauxite qui a été décelé, serait très rentable pour les colonialistes, les spécialistes disent que les capitaux investis pourraient être amortis en cinq ans d'exploitation.

Demain, la suite.

UNE RATIONALISATION DE L'EXPLOITATION COLONIALE

Lors de l'annonce du «Plan vert», divers bruits couraient déjà sur l'apport de populations du Vietnam en Guyane. Devant la colère générale provoquée par ces projets d'invasion, le colonialisme français a alors proclamé que les colons qui devaient venir seraient des Français : le gouvernement français voulait que 30 000 Français aillent

s'installer là-bas, soutenus financièrement par tous les moyens. De 75 à 77, 10 000 répondirent à cet appel, ce qui est énorme par rapport à la population des pays. Les Français reçurent pour s'installer des subventions et toutes facilités qu'ils souhaitaient dans tous les domaines.

SUR LE PLAN DE L'AGRICULTURE

Des centaines de millions

d'A.F ont été donnés aux colons pour la culture du poivre, du riz, du soja, de la canne à sucre, des produits dont la France a besoin, soit pour sa consommation, soit pour le jeu du commerce mondial. Avant la mise en œuvre du «Plan vert» l'agriculture guyanaise avait été liquidée, car le colonialisme français estimait qu'il n'en avait pas besoin. A Kourou, où se trouvaient de très bonnes terres pour l'agriculture, les paysans ont été chassés, dès 68 par la France,

La France après mars 78

Les super-puissances et leurs moyens de pression (5)

L'interdépendance à l'allemande

Après mars 78, quelle que soit l'issue des élections, les relations franco-allemandes continueront de peser d'un grand poids sur la politique de l'impérialisme français. Dans l'éventualité d'une arrivée de la gauche au pouvoir, ces relations joueront un rôle particulier.

La bourgeoisie allemande qui n'a eu qu'à se féliciter de ses relations avec Giscard, est prête à cautionner un gouvernement dirigé sans partage par le PS, ou associant le PS aux giscardiens ; le renforcement des relations entre le SPD au pouvoir à Bonn et le PS a préparé cette éventualité. Mais les dirigeants allemands sont par contre tout à fait hostiles à un possible gouvernement de gauche où le rapport des forces serait favorable au PCF au point de lui permettre d'entamer la mise en œuvre effective de son projet politique.

Il y sont hostiles notamment parce que l'établissement d'un capitalisme d'Etat en France impliquerait une certaine réorganisation progressive des relations internationales de notre pays, en privilégiant peu à peu les relations avec les pays de l'Est où règne déjà le capitalisme d'Etat. De ce point de vue notamment, l'impérialisme américain s'estime directement concerné par les relations franco-allemandes. L'Allemagne fédérale, tout en n'étant nullement une «inconditionnelle» des Etats-Unis avec lesquels des contradictions réelles existent, dépendant cependant fortement de ceux-ci, tant du point de vue politique que militaire, et la solidité de sa coopération avec eux conditionne en fait pour la RFA sa position dominante en Europe.

Ainsi, le type de relations que la RFA entretient avec la France dépend pour une part importante de la politique américaine en Europe.

LES ARMES ÉCONOMIQUES DE LA RFA

Les moyens dont elle dispose sont extrêmement importants : première puissance économique européenne, elle est également le premier partenaire commercial et économique de la France, qu'elle surpasse aujourd'hui dans tous les domaines essentiels : 42,4 millions de tonnes d'acier en 1976 contre 23,2 en France, une construction mécanique double de celle de la France, des trusts chimiques qui alignent des chiffres d'affaires deux fois et demi plus importants que ceux du premier trust français, Rhône Poulenc, enfin une position sur le marché mondial nettement plus solide : l'Allemagne est le premier exportateur mondial avec un excédent de 35 milliards de deutsche marks quand la France accuse un déficit de 19 milliards.

LE TIERS DU DÉFICIT DE LA FRANCE

Cette puissance économique lui confère le premier rôle dans les relations franco-allemandes. Aux importations comme à l'exportation, la France dépend plus de l'Allemagne que celle-ci ne dépend d'elle : alors que les échanges de la France avec l'Allemagne représentaient

en 1976 18 % des exportations et 20,5 % des importations françaises, ils ne représentaient que 11,6 % des importations allemandes et 13 % des exportations. Si l'Allemagne est à la fois le premier client et le premier fournisseur de la France, celle-ci qui est le premier client de l'Allemagne, est seulement son deuxième fournisseur derrière les Pays Bas. Le déficit commercial de la France à l'égard de l'Allemagne est constant et représentait en 1976 le tiers du déficit global de la France. Les secteurs les plus déficitaires sont avant tout les secteurs de biens d'équipements, les produits semi finis (sidérurgie et chimie) et en 1976, les biens de consommation.

UNE DÉPENDANCE CHRONIQUE

Les importations de biens d'équipement allemands pèsent particulièrement lourd dans la balance française. En 1976, le déficit de ce poste a représenté 80 % du déséquilibre de la balance franco-allemande.

Bien que premier client des biens d'équipement français, l'Allemagne ne cesse de diminuer la part de ceux-ci dans ses importations.

Si le marché français revêt une très grande importance pour les exportations allemandes en biens d'équipement, la France dépend, dans ce domaine, de la République fédérale dans une mesure beaucoup plus décisive. Elle n'est pas à même, actuellement, de satisfaire les besoins nationaux dans ce secteur. La dépendance de la France vis-à-vis de la République fédérale est encore aggravée par le fait que, la presse patronale le souligne, pour les biens d'équipement, l'industrie française ne peut s'adresser qu'à des pays qui produisent les machines complexes, sophistiquées dont elle a besoin. Or, les installations et technologies dont les entreprises françaises ont besoin se trouvent pour la plupart dans les pays avec lesquels la balance commerciale française est déficitaire : la RFA et les Etats-Unis.

En ce qui concerne les investissements, les investissements allemands en France représentent le double des investissements français en Allemagne, et se concentrent dans des branches-clés de l'industrie.

Au total l'interdépendance entre les économies française et allemande permet à l'Allemagne de faire jouer à plein sa supériorité économique pour peser sur la France. Alors qu'elle ne laisse à l'impérialisme français que des moyens limités de riposte. Et cette dépendance ne se manifeste pas seulement par son aspect quantitatif, elle se manifeste avant tout par son aspect qualitatif. Pour y répondre le PCF pourrait se tourner vers l'URSS où il prétend trouver une technologie de haut niveau pour remplacer une partie des importations d'Allemagne.

Nous verrons dans un prochain article ce qu'il en est de l'éventualité d'une «alternative à l'Est» pour échapper aux pressions qu'exercent les occidentaux, par le biais de leurs positions acquises au sein de l'économie française, avec la division du travail entre économies occidentales.

Anne RHEIN et Grégoire CARRAT

Grève en RFA

Suite à la grève de 80 000 métallurgistes dans le Bade-Wurtemberg, les patrons ont décidé le lock-out de 90 entreprises. 200 000 travailleurs sont concernés. Dans l'imprimerie, les ouvriers ont déclenché, depuis quinze jours, une grève contre les licenciements collectifs. Le patronat a décidé le lock-out ; la RFA se trouve sans journaux.

Le Chancelier Schmidt a appelé les ouvriers à cesser leur grève, affirmant notamment que les grèves dans l'imprimerie étaient contraires à la liberté de la presse.

Cuba reconnaît la présence de ses troupes en Ethiopie

Castro a enfin reconnu l'envoi de troupes cubaines en Angola à la fin de 1975.

Passant aux aveux sur toute la ligne, il a déclaré également : «A l'appel pressant du gouvernement éthiopien, victime de l'agression somalienne, le bureau politique du parti communiste de Cuba décida d'envoyer, dès le mois de décembre, des «spécialistes militaires» en Ethiopie, essentiellement pilotes d'avions, de tanks et d'artilleurs». Il a également reconnu que les unités d'infanterie blindée cubaines étaient intervenues «dans la phase finale des combats en Ogaden».

SAHARA

Le Front Polisario a annoncé, dans un communiqué militaire, que ses troupes avaient tué 46 soldats marocains au cours de plusieurs opérations menées la semaine dernière sur différents fronts.

L'URSS VIOLE L'ESPACE AERIEN JAPONAIS

Un avion militaire soviétique a pénétré pendant quelques minutes dans l'espace aérien du Japon. Le gouvernement japonais a émis une protestation. C'est la 6^e fois en 8 ans que se produit un tel accident.

Pour suivre les résultats de L'AFFRONTLEMENT GAUCHE-DROITE Circonscriptions sûres ou relativement sûres

● C'est une vérité de La Pallice que de dire que le deuxième tour de dimanche va être extrêmement serré. En fait, nous avons dénombré un peu plus de 200 circonscriptions où le résultat reste incertain.

Plutôt que de tenter de définir de manière on ne peut plus aléatoire quelques circonscriptions tests, nous avons choisi de vous présenter l'ensemble des affrontements de ce deuxième tour, affrontements d'où sortira une nouvelle majorité, du point de vue comptable sinon du point de vue politique.

Au premier tour, 63 députés ont obtenu la majorité absolue. Nous n'y revenons plus.

Nous présentons tout d'abord une liste de 21 circonscriptions «relativement sûres»: le total des voix d'une des deux coalitions y dépasse les 53 %, ce qui fait que si les désistements se font

normalement, on peut déjà connaître le vainqueur. Sont dans cette situation 67 PCF, 58 PS, 6 MRG, 45 RPR et 39 UDF (dont 21 PR et 14 CDS).

Pour l'ensemble des autres circonscriptions, nous publions le total des voix qui normalement doivent se reporter sur la gauche (PS + PCF + MRG + Trotskyistes + PSU + Gaullistes de gauche), ou sur la droite (RPR + UDF + fascistes + DC, etc...) nous signalons à part les voix obtenues par ceux qui ne se désistent pas: les écologistes, les femmes de Choisir, les jobertistes, et bien sûr l'UOPDP.

Enfin, et en fonction des calculs précédents, nous avons classés les circonscriptions restantes en 3 catégories: celles dont on peut penser que le ballottage y est assez favorable à une des deux

coalitions, celles où les choses restent extrêmement serrées, même si les chiffres de dimanche dernier peuvent fournir un favori, et celles enfin où tout pronostic serait vain.

Cette classification laisse bien sûr dans l'ombre plusieurs inconnues: comment se détermineront les électeurs écologistes du premier tour, dans quelles proportions se feront les différents reports de voix suivant les désistements, quel sera le nombre d'abstentionnistes, etc...

Outre une vue d'ensemble de ce deuxième tour, notre tableau doit cependant permettre assez vite de déceler les surprises de dimanche soir, et par là même de dégager rapidement les grandes tendances du scrutin.

POUR LE PCF CONTRE LE RPR

Aisne 2* (60 %)
Aisne 4* (57 %)
Ardennes 1*** (55 %)
Ardennes 2* (60 %)
Bouches du Rhône 7* (64 %)
Bouches du Rhône 10* (66 %)
Gard 1*** (54 %)
Gard 4* (63 %)
Isère 3* (58 %)
Lot et Garonne 2* (58 %)
Nord 14* (53 %)
Nord 15* (66 %)
Nord 18* (59 %)
Nord 20* (72 %)
Nord 21* (62 %)
Nord 22* (60 %)
Pas de Calais 5* (62 %)
Pas de Calais 14* (77 %)
Rhône 11* (72 %)
Sarthe 2* (58 %)
Seine Maritime 9* (53 %)
Haute Vienne 1*** (66 %)
Haute-Vienne 2* (66 %)
Haute-Vienne 3* (63 %)
Paris 31* (52 %)
Seine et Marne 2* (60 %)
Essonne 3* (57 %)
Hauts de Seine 1*** (73 %)
Hauts de Seine 3* (54 %)
Hauts de Seine 7* (62 %)
Seine St-Denis 1*** (68 %)

Seine St-Denis 5* (62 %)
Seine St-Denis 8* (63 %)
Seine St-Denis 9* (53 %)
Val de Marne 2* (64 %)
Val de Marne 3* (72 %)
Val d'Oise 3* (65 %)
Val d'Oise 5* (57 %)

CONTRE L'UDF

Allier 2* (60 %)
Allier 3* (57 %)
Bouches du Rhône 5* (56 %)
Bouches du Rhône 6* (65 %)
Bouches du Rhône 8* (59 %)
Bouches du Rhône 11* (59 %)
Gard 3* (66 %)
Hérault 3* (61 %)
Hérault 4* (56 %)
Meurthe et Moselle 6* (68 %)
Meurthe et Moselle 7* (64 %)
Moselle 3* (66 %)
Nord 19* (55 %)
Nord 23* (66 %)
Pas de Calais 7* (61 %)
Pas de Calais 11* (79 %)
Pyrénées Orientales 2* (60 %)
Seine Maritime 3* (59 %)
Somme 1*** (56 %)
Paris 28* (55 %)
Essonne 1*** (55 %)
Essonne 4* (53 %)
Hauts de Seine 4* (59 %)
Hauts de Seine 11* (55 %)
Seine St-Denis 7* (64 %)
Val de Marne 8* (53 %)

Drôme 3* (57 %)
Finistère 8* (62 %)
Gironde 8* (63 %)
Gironde 10* (53 %)
Hérault 2* (57 %)
Isère 5* (55 %)
Landes 2* (61 %)
Nièvre 1*** (61 %)
Nièvre 2* (62 %)
Nièvre 3* (62 %)
Nord 5* (62 %)
Nord 7* (53 %)
Nord 8* (55 %)
Pas de Calais 1*** (58 %)
Pas de Calais 9* (68 %)
Pas de Calais 12* (79 %)
Seine Maritime 2* (65 %)
Deux-Sèvres 1*** (53 %)
Tarn 3* (56 %)
Var 1*** (58 %)
Belfort 1*** (55 %)
Belfort 2* (54 %)

CONTRE DIVERS MAJORITÉ

Haute-Garonne 5* (57 %)
Nord 11* (57 %)

POUR LE MRG

CONTRE LE RPR

Charente-Martin-e 1*** (60 %)
Lot 1*** (61 %)
Hautes-Pyrénées 2* (61 %)
Saône et Loire 2* (57 %)

CONTRE L'UDF

Aveyron 2* (64 %)
Yvelines 8* (52 %)

POUR LE RPR

CONTRE LE PS

Bouches du Rhône 1*** (55 %)
Calvados 2* (52 %)
Côte d'Or 1*** (53 %)
Finistère 3* (69 %)
Finistère 5* (73 %)
Gironde 1*** (56 %)
Ile et Vilaine 2* (53 %)
Ile et Vilaine 5* (63 %)
Loire-Atlantique 8* (67 %)
Loiret 3* (60 %)

POUR L'UDF (PR - CDS - DIV.MAJ.)

PR CONTRE LE PS

Alpes Maritimes 2* (54 %)
Calvados 3* (55 %)
Eure et Loir 1*** (52 %)
Ile et Vilaine 4* (70 %)
Loire-Atlantique 4* (62 %)
Loiret 1*** (52 %)
Manche 3* (61 %)
Haute-Marne 1*** (57 %)
Mayenne 1*** (54 %)
Meurthe et Moselle 5* (59 %)

8 CANDIDATS UNIQUES

Dans huit circonscriptions, les candidats arrivés en tête et bénéficiant du désistement du candidat arrivé en second se trouvent sans adversaire au second tour, aucun des autres candidats n'ayant franchi la barre des 12,5 % des inscrits nécessaires pour se maintenir. Il s'agit pour la droite de Mesmin (UDF) Paris 20*, Gantier (PR) Paris 21*, et Florence d'Harcourt (div. droite) à Neuilly. Pour la gauche, il s'agit pour le PCF de Marchais (1*** Val de Marne), Zarka (2* Seine-St-Denis) et Andrieux (10* Pas-de-Calais); pour le PS, de Guidoni (2* Aude) et Darras (12* Pas-de-Calais).

Toutefois, on note des affrontements entre des candidats de droite dans 5 circonscriptions (Manche 2* PR-RPR; Paris 4* RPR-UDF; Paris 6* RPR (Couve de Murville)-UDF; Paris 22* RPR-PR; Paris 23* RPR sortant-CDS).

2 BAVURES A GAUCHE

Dans la 3* du Cher, le radical de gauche appelle à voter pour le RPR Papon. Dans l'Aisne, le bureau du parti radical a refusé d'appeler à voter les candidats PCF arrivés en tête. Cela ne devrait pas influencer sur la réélection des sortants Renard (PCF) et Fossi (radical de droite).

UNE TRIANGULAIRE

Dans la 5* circonscription du Finistère, le RPR sortant Miossec se trouvera face à un CDS et un socialiste. Mais cela ne devrait pas empêcher sa réélection.

Maine et Loire 1*** (57 %)
Manche 4* (60 %)
Morbihan 3* (66 %)
Moselle 2* (57 %)
Moselle 5* (58 %)
Moselle 6* (59 %)
Pyrénées-Atlantiques 3* (69 %)
Bas-Rhin 2* (55 %)
Bas-Rhin 3* (59 %)
Haut-Rhin 2* (59 %)
Haut-Rhin 3* (63 %)
Haut-Rhin 5* (60 %)
Sarthe 5* (57 %)
Seine-Maritime 10* (56 %)
Tarn 2* (53 %)
Vendée 3* (68 %)
Vosges 3* (57 %)
Paris 1*** (80 %)
Paris 7* (64 %)

Morbihan 1*** (65 %)
Orne 3* (60 %)
Var 2* (55 %)
Vendée 1*** (64 %)
Yonne 1*** (56 %)
Hauts de Seine 5* (55 %)

PR CONTRE LE PCF

Ain 2* (53 %)
Hautes-Alpes 2* (56 %)
Moselle 4* (53 %)

PR CONTRE LE MRG

Eure et Loir 3* (53 %)
Loire 7* (54 %)

CDS CONTRE LE PS

Aveyron 1*** (66 %)
Manche 1*** (67 %)
Morbihan 4* (78 %)

Paris 8* (54 %)
Paris 15* (56 %)
Paris 17* (58 %)
Paris 18* (61 %)
Paris 19* (58 %)
Yvelines 2* (58 %)
Yvelines 4* (57 %)
Yvelines 6* (57 %)
Hauts de Seine 8* (56 %)
Hauts de Seine 10* (60 %)

CONTRE LE PCF

Charente-Maritime 5* (53 %)
Finistère 6* (56 %)
Finistère 7* (58 %)
Marne 2* (52 %)
Val de Marne 7* (54 %)

Moselle 7* (70 %)
Orne 2* (64 %)
Bas-Rhin 1*** (57 %)
Bas-Rhin 4* (68 %)
Bas-Rhin 5* (75 %)
Haut-Rhin 1*** (60 %)
Haute-Savoie 3* (54 %)
Vienne 2* (54 %)
Paris 11* (54 %)
Paris 20* (76 %)

CDS CONTRE LE PCF

Marne 4* (54 %)

DIVERS MAJORITE CONTRE LE PS

Gers 2* (maj.) (52 %)
Indre et Loire 1*** (mi.UDF) (52 %)
Haut-Rhin 4* (UDF-mdsf) (58 %)
Hauts de Seine 6* (maj.) (70 %)

DUEL MAJORITÉ

Paris 4*
RPR (sortant) 11 643
CDS : 5 156
Total gauche : 7 629
Div. D. : 649
Ecolos : 1 861 - Choisir 512

Paris 6*
RPR (C. de Murville) : 10 502
Div. M. : 4 615
Total gauche : 4 307
Div droite : 1 746
Ecolos : 1 373

Paris 22*
RPR (Druon) : 10 549
UDF-PR : 9 068
Total gauche : 5 818
Div. d. : 839 - Ecolos : 1 273

Paris 23*
RPR : 12 028
CDS : 7 793
Total gauche : 8 763
Ecolos : 1 680 - Div. D. : 922
Job : 378

Manche 2*
RPR : 25 949
PR 19 749
Total gauche : 13 130
Ecolos : 2 293

POUR LE PS

CONTRE LE RPR

Aisne 1*** (59 %)
Ariège 1*** (64 %)
Ariège 2* (70 %)
Aude 1*** (64 %)
Aude 3* (60 %)
Bouches du Rhône 3* (57 %)
Dordogne 2* (60 %)
Doubs 2* (61 %)
Haute-Garonne 4* (63 %)
Haute-Garonne 6* (63 %)
Gers 1*** (59 %)
Gironde 4* (66 %)
Gironde 6* (63 %)
Isère 2* (57 %)
Isère 4* (53 %)
Loire-Atlantique 3* (61 %)
Loire-Atlantique 6* (58 %)
Lot et Garonne 1*** (54 %)
Morbihan 5* (55 %)
Nord 2* (59 %)
Nord 4* (63 %)
Nord 6* (56 %)
Pas de Calais 8* (63 %)
Pas de Calais 13* (79 %)
Puy de Dôme 1*** (61 %)
Puy de Dôme 3* (58 %)
Rhône 6* (65 %)
Rhône 13* (60 %)
Saône et Loire 5* (53 %)
Tarn 1*** (62 %)

CONTRE L'UDF

Aisne 3* (62 %)
Aude 2* (70 %)
Bouches du Rhône 9* (52 %)
Côtes du Nord 5* (53 %)

LES CIRCONSCRIPTIONS DISPUTÉES OU TRÈS DISPUTÉES

PCF en tête au 1^{er} tour

Ballotage favorable

Aisne 5^e
G : 38 605 — D : 36 120 (UDF)
Allier 1^{ère}
G : 26 496 — D : 23 549 (RPR)
Ecolo : 1 064
Alpes de Haute Provence 2^e
G : 18 865 — D : 14 157 (Maj.)
Ecolo : 1 813
Charente 3^e
G : 32 776 — D : 26 502 (RPR)
Cher 1^{ère}
G : 34 848 — D : 30 328 (UDF)
Cher 2^e
G : 32 546 — D : 27 745 (RPR)
Job : 1 658
Cher 3^e
G : 26 798 — D : 22 836 (RPR)
Corrèze 1^{ère}
G : 28 481 — D : 22 653
Corrèze 2^e
G : 41 653 — D : 20 482 (RPR)
Côtes du Nord 4^e
G : 31 267 — D : 24 984 (UDF)
Dordogne 1^{ère}
G : 35 402 — D : 31 569 (RPR)
Ecolos : 585
Gard 2^e
G : 54 805 — D : 43 399 (UDF)
Ecolos : 4 082
Indre 2^e
G : 25 447 — D : 20 076 (UDF)
Job : 1 273
Saône et Loire 3^e
G : 29 824 — D : 23 874 (UDF)
Ecolos : 2 598 — Div : 749
Savoie 1^{ère}
G : 30 722 — D : 27 905 (RPR)
Ecolos : 3 754 — UOP : 191
Savoie 3^e
G : 28 373 — D : 25 842 (RPR)
Ecolos : 3 322
Seine Maritime 5^e
G : 47 701 — D : 33 462 (UDF)
Div : 609
Vaucluse 3^e
G : 33 807 — D : 27 695 (RPR)
Ecolos : 2 896 — UOP : 221
Paris 13^e
G : 18 423 — D : 14 626 (RPR)
Ecolos : 2 120
Paris 29^e
G : 17 966 — D : 13 806 (RPR)
UOP : 100 — Job : 329

Yveline 7^e
G : 32 809 — D : 31 526 (RPR)
Ecolos : 3 170
Val d'Oise 2^e
G : 32 977 — D : 28 517 (RPR)
Ecolos : 5 272

Loiret 2^e
G : 35 692 — D : 33 020 (RPR)

Ballotage indécis

Marne 1^{ère}
G : 36 772 — D : 34 380 (UDF)
Job-Ecolos : 3 490
Haute Marne 2^e
G : 28 508 — D : 25 298 (RPR)
Morbihan 6^e
G : 25 103 — D : 23 754 (UDF)
Seine Maritime 6^e
G : 37 000 — D : 34 951 (RPR)
Dem : 749 — Choisir : 914
UGP : 426 — Ecolos : 3 892
Somme 4^e
G : 27 039 — D : 26 536 (RPR)
Ecolos : 723
Paris 27^e
G : 13 433 — D : 11 897 (UDF)
UOP : 78 — Ecolos : 1 202
Paris 30^e
G : 16 934 — D : 14 226 (UDF)
UOP : 50 — Ecolos : 1421

Ballotage serré

Alpes Maritimes 1^{ère}
G : 24 330 — D : 23 437 (UDF)
— Job : 1 542
Rhône 1^{ère}
G : 23 773 — D : 23 309 (RPR)
Ecolos : 2 425 — Div : 304
UOP : 74
Var 4^e
G : 53 020 — D : 52 541 (UDF)
Job : 1 357
Paris 10^e
G : 18 719 — D : 18 460 (RPR)
Choisir 530 — Ecolos : 1466
UOP : 82

PS en tête au 1^{er} tour

Ballotage favorable

Charentes Maritimes 2^e
G : 17 711 — D : 15 285 (Maj.)
Charentes Maritimes 3^e
G : 21 646 — D : 19 679 (RPR)
Charentes Maritimes 4^e
G : 31 074 — D : 29 447 (UDF)
Job : 862
Creuse 1^{ère}
G : 23 228 — D : 19 340
Job : 525
Creuse 2^e
G : 28 511 — D : 16 537 (RPR)
Drôme 1^{ère}
G : 35 758 — D : 32 479 (RPR)
Ecolos : 4 863
Haute-Garonne 1^{ère}
G : 26 401 — D : 23 472 (UDF)
Ecolos-Choisir : 2 416
Haute-Garonne 2^e
G : 30 864 — D : 28 427 (UDF)
Ecolos-Choisir : 3 206
Haute-Garonne 3^e
G : 34 823 — D : 29 898 (RPR)
Ecolos-Choisir : 4 590
Isère 6^e
G : 25 846 — D : 20 884 (UDF)
Ecolos : 2 191
Landes 1^{ère}
G : 30 887 — D : 26 041 (RPR)
Ecolos-Choisir : 2 157
Landes 3^e
G : 28 181 — D : 24 163 (UDF)
Lot 2^e
G : 27 402 — D : 21 371 (RPR)
Meurthe et Moselle 2^e
G : 36 564 — D : 32 884 (UDF)
Nord 10^e
G : 38 871 — D : 33 368 (RPR)
Ecolos : 3 022
Pas de Calais 3^e
G : 31 643 — D : 19 971 (RPR)
Pas de Calais 6^e
G : 33 849 — D : 24 786 (RPR)
Puy de Dôme 4^e
G : 28 343 — D : 24 404 (UDF-PR)
Ecolos : 1 654
Puy de Dôme 5^e
G : 34 208 — D : 27 552 (UDF-PR)
Pyrénées Atlantique 1^{ère}
G : 50 238 — D : 46 302 (RPR)
Ecolos : 4 467 — Choisir : 1 341
UOP : 367

Haute Pyrénées 1^{ère}
G : 34 930 — D : 26 165 (UDF)
Ecolos : 816 Div : 361
Seine et Marne 1^{ère}
G : 59 927 — D : 52 573 (RPR)
UOP : 248 — Ecolos : 6 296
Val de Marne 4^e
G : 32 417 — D : 26 771 (UDF-PR)
Job : 486 — Ecolos : 2 896

Ballotage serré

Ardennes 3^e
G : 25 857 — D : 24 674 (RPR)
Aveyron 3^e
G : 28 576 — D : 28 313 (RPR)
Bouches du Rhône 2^e
G : 36 190 — D : 37 708 (UDF)
Ecolo-Choisir : 4 522
Calvados 1^{ère}
G : 48 497 — D : 48 440 (UDF)
Ecolos-Choisir : 6 872 — UOP : 316
Côtes d'Or 2^e
G : 32 056 — D : 32 612 (RPR)
Job : 1 937 — UOP : 267
Côtes du Nord 2^e
G : 31 744 — D : 31 053 (UDF)
UOP : 207
Eure 2^e
G : 25 908 — D : 24 532 (UDF)
Finistère 4^e
G : 26 249 — D : 25 331 (UDF)
Ecolos : 1 483 — UOP : 252
Gironde 9^e
G : 27 269 — D : 25 898 (RPR)
Hérault 1^{ère}
G : 45 369 — D : 43 215 (UDF)
Choisir-Ext.G : 1 457
Indre 3^e
G : 23 734 — D : 21 700 (RPR)
Job : 1 114
Isère 1^{ère}
G : 30 159 — D : 29 901 (UDF)
Ecolo : 3 867 — UOPDP : 157
Manche 5^e
G : 24 464 — D : 22 918 (UDF)
Ecolos : 5 029
Moselle 1^{ère}
G : 46 271 — D : 44 375 (UDF)
Rhône 10^e
G : 21 091 — D : 20 613 (UDF)
Ecolos : 2 074 UOP : 251
Savoie 2^e
G : 23 280 — D : 22 375 (RPR)
Vaucluse 1^{ère}
G : 43 153 — D : 37 392 (RPR)
Job : 796

Vosges 2^e
G : 24 116 — D : 23 190 (UDF)
Ecolos : 691

Ballotage indécis

Meurthe et Moselle 1^{ère}
G : 32 011 — D : 31 532 (UDF)
UOP 177
Pyrénées Atlantique 2^e
G : 34 806 — D : 34 549 (RPR)
Ecolos : 3 005
Haute Saône 2^e
G : 33 405 — D : 32 157 (UDF)
Ecolos : 1 883
Val d'Oise 1^{ère}
G : 41 050 — D : 41 136 (UDF-PR)
Ecolos : 4 981 — UOP : 234

MRG en tête au 1^{er} tour

Ballotage favorable

Alpes de Haute Provence 1^{ère}
G : 16 492 — D : 14 486 (RPR)
Ecolos : 1 724
Haute Corse 2^e
G : 19 059 — D : 18 085 (RPR)
Dordogne 3^e
G : 36 462 — D : 22 512 (RPR)
Gironde 5^e
G : 36 520 — D : 32 216 (UDF)
Tarn et Garonne 2^e
G : 30 930 — D : 21 106 (RPR)
Ecolos : 3 702

Ballotage serré

Yvelines 8^e
G : 49 048 — D : 46 137 (UDF-PR)

RPR en tête au 1^{er} tour

Ballotage favorable

Ardèche 3^e
D : 23 477 — G : 20 627 (PC)
Charente 2^e
D : 34 484 — G : 21 705 (PC)
Corse Sud 1^{ère}
D : 23 961 — G : 17 208 (MRG)
Choisir : 284
Eure 4^e
D : 30 531 — G : 27 143 (PC)
Job : 1 339
Eure et Loire 2^e
D : 34 034 — G : 31 850 (PS)
Gironde 7^e
D : 37 192 — G : 31 991 (PS)
Ille et Vilaine 1^{ère}
D : 39 205 — G : 34 718 (PS)
UOPDP : 423
Indre et Loire 4^e
D : 36 178 — G : 32 884 (PS)
Job : 1 742
Nord 9^e
D : 39 927 — G : 31 102 (PS)
Job : 1 181 — Ecolos : 3 577
Nord 12^e
D : 24 962 — G : 19 575 (PS)
Rhône 3^e
D : 16 258 — G : 10 673 (PS)
Ecolos : 2 015 — UOP : 68
Hauts de Seine 1^{ère}
D : 18 946 — G : 16 879 (PS)
Job : 886

Ballotage serré

Ain 1^{ère}
D : 32 483 — G : 30 577 (PS)
Job : 706 — UOP : 234
Alpes Maritimes 4^e
D : 31 734 — G : 28 434 (PC)
Ecolos : 2 557 — Job : 1 105
Alpes Maritimes 6^e
D : 52 563 — G : 47 296 (PC)
Ecolos : 5 100

Haute Corse 1^{ère}
D : 20 943 — G : 18 915 (MRG)
Ecolos : 1 332
Doubs 1^{ère}
D : 44 841 — G : 43 182 (PS)
UOP : 207
Indre et Loire 3^e
D : 29 505 — G : 27 659 (PS)
Loiret 4^e
D : 32 859 — G : 28 779 (PC)
Job-Ecolos : 3 301
Tarn et Garonne 1^{ère}
D : 27 280 — G : 26 225 (PS)
Div : 562
Yonne 3^e
D : 34 530 — G : 32 152 (PC)
Paris 24^e
D : 14 089 — G : 11 553 (PS)
Ecolos : 1 156

Ballotage indécis

Loire 2^e
D : 29 629 — G : 29 277 (PC)
Ecolos : 949 — Div : 504
Loire Atlantique 1^{ère}
D : 37 055 — G : 33 445 (PS)
Ecolos : 4 436
Loire Atlantique 2^e
D : 30 026 — G : 28 602 (PS)
Choisir : 993 — Ext. G. : 714
UOP : 181
Lot et Garonne 3^e
D : 28 502 — G : 26 036 (PS)
Ecolos : 1 375
Marne 3^e
D : 32 448 — G : 31 961 (PC)
Job-Ecolos : 3 294
UOP : 184
Nord 3^e
D : 20 131 — G : 19 261 (PS)
Job : 805
Rhône 12^e
D : 29 798 — G : 28 453 (PS)
Ecolos : 3 795 — UOP : 122

Seine Maritime 8^e
D : 25 342 — G : 22 745 (PS)
Ecolos : 2 236 — Job : 1 029
Vienne 3^e
D : 32 198 — G : 31 037 (PS)
Vosges 1^{ère}
D : 33 565 — G : 30 249 (PS)
Ecolos : 3 114
Paris 9^e
D : 12 825 — G : 12 761 (PS)
Ecolos : 1289 — Choisir : 335
Paris 16^e
D : 14 299 — G : 14 267 (PS)
Ecolos : 1 811 — UOP : 69
Val de Marne 6^e
D : 32 419 — G : 31 205 (PC)
Ecolos : 4 508 — Choisir : 977

Div. maj. en tête au 1^{er} tour

Ballotage favorable

Aube 3^e
D : 28 470 — G : 26 641 (PC)
Job : 1 168

Ballotage serré

Somme 5^e
D : 30 899 — G : 28 709 (PC)
Div : 597 — UOP : 334

Ballotage indécis

Nord 13^e
D : 24 921 — G : 22 522 (PS)
Ecolos : 1 853
Paris 12^e
D : 14 769 — G : 13 180 (PS)
Ecolos : 1 930

UDF en tête au 1^{er} tour

Ballotage favorable

Alpes Maritimes 5^e
D : 46 017 — G : 40 287 (PS)
Job : 1 976
Côtes d'Or 4^e
D : 22 568 — G : 21 382 (PC)
Choisir : 659
Côtes du Nord 3^e
D : 29 250 — G : 25 946 (PS)
Isère 7^e
D : 28 293 — G : 23 607 (PS)
Ecolos : 3 008
Loire 6^e
D : 24 628 — G : 17 501 (PS)
Saône et Loire 1^{ère}
D : 32 711 — G : 28 729 (PS)
Job : 975
Sarthe 3^e
D : 28 019 — G : 24 009 (PS)
Yonne 2^e
D : 26 979 — G : 22 976 (PS)
UOP : 515
Vosges 4^e
D : 29 840 — G : 22 885 (PS)
Paris 2^e
D : 16 251 — G : 10 321 (PC)
Choisir : 440 — Ecolos : 428
Job : 206

Ballotage serré

Allier 4^e
D : 30 628 — G : 29 689 (PC)
Eure 3^e
D : 29 919 — G : 28 291 (MRG)
Ecolos : 1 954
Finistère 2^e
D : 43 115 — G : 42 106 (PS)
UOP : 191 — OCF : 178
Indre et Loire 2^e
D : 31 914 — G : 30 803 (PS)
Jura 1^{ère}
D : 32 568 — G : 30 378 (PS)

Ecolos : 2 973
Meuse 1^{ère}
D : 32 519 — G : 30 467 (PS)
Haute Saône 1^{ère}
D : 32 567 — G : 29 253 (PS)
Vaucluse 2^e
D : 33 833 — G : 32 614 (PC)
Ecolos : 2 535
Paris 25^e
D : 18 740 — G : 15 419 (PS)
Ecolos : 1 981 — UOP : 70
Div : 45

Ballotage indécis

Alpes Maritimes 3^e
G : 35 043 (PCF) — D : 39 745
Ecolos : 3 597 — Job : 1 594
UOPDP : 207
Ain 3^e
D : 29 497 — G : 26 464 (MRG)
— Ecolos : 4 965
Ardèche 1^{ère}
D : 25 649 — G : 25 389 (PCF)
Ecolos : 2 397
Côte d'Or 3^e
D : 23 420 — G : 21 704 (MRG)
Job : 728 — Ecolos : 1 706
Eure 1^{ère}
D : 36 294 — G : 34 124 (PC)
Job : 1 079 — UOP : 275
Loir et Cher 3^e
D : 23 256 — G : 22 252 (PS)
Ecolos : 1 905
Loire 1^{ère}
D : 21 298 — G : 20 144 (PC)
Ecolos-Choisir : 1 933
UOP : 67
Rhône 2^e
D : 21 971 — G : 20 064 (PS)
Ecolos : 2 945 — Div : 301
UOP : 116
Var 3^e
D : 35 021 — G : 31 581 (PC)
Ecolos : 3 288 — Job : 7 525
Yvelines 1^{ère}
D : 26 462 — G : 25 840 (PC)
Ecolos : 2 523

L'ascension du marketing en politique

Les détournements se multiplient

«Actuellement, les 30 secondes de publicité coûtent 160 000 F en début de soirée, quand passent à la télévision les émissions de la campagne. Vous comprenez que 2 heures d'antenne pour 10 000 F de caution perdue représentent une sérieuse économie». Fort de son calcul, le directeur de la «société industrielle de télécommande et de télémechanique», Jean-François Brisson, s'est présenté aux élections présidentielles de 74. Son programme ? Assurer la promotion de ses produits. Sa candidature n'a pas été retenue. Que la publicité soit présente dans les élections est acceptable, mais à condition qu'elle reste discrète. La candidature Brisson est révélatrice d'un aspect en plein développement des rapports entre le jeu politique et la publicité commerciale : l'utilisation du premier pour assurer la seconde.

QUAND POMPIDOU NAVIGUE...

On ne compte plus les exemples de campagnes politiques récupérées par les firmes commerciales. Une chaîne de grands magasins promettait en 1974 «un père Noël pour tous les Français». Aujourd'hui, une marque de Jeans «qui tient ses promesses» nous invite à voter pour elle. Les publicitaires ont, comme Brisson, compris le parti qu'ils pouvaient tirer des élections. Le public s'intéresse de près à la campagne électorale, tout en étant un peu désabusé par la démagogie des partis bourgeois. C'est pourquoi les publicitaires ironisent, adressant au client un clin d'œil. Aucun aspect n'est épargné. Ainsi, une marque de Jeans a-t-elle imaginé en Italie de mettre Berlinguer à contribution : les Jeans sont américains, mais le chef du PCI leur fait quand même confiance, affirmaient les publicitaires. Plus près de nous, De Gaulle fut mis en service par allusion pour promouvoir la vente d'un album de bandes dessinées «de Schtraumfissime». Pompidou fut amené à faire un procès à une marque de moteurs. En effet, celle-ci avait en mains une photo du président conduisant son bateau à moteur, avec le nom de la marque bien en vue. Les publicitaires s'en servirent comme argument dans un magazine.

CHOISIR L'EMPLACEMENT

Il existe pour une publicité des endroits privilégiés. Par exemple, une annonce pour une toilette a intérêt à être placée dans la rubrique «modes». Il en va de même pour la publicité utilisant un propos politique. Le lecteur du Monde aura ainsi la surprise d'apprendre dans la rubrique «préparation des élections législatives» qu'un groupe inconnu présente un candidat par circonscription. Intrigué, il lit le court article et constate qu'il s'agit d'un produit qui, étalé sur un mur, empêche la colle de faire son office. En pleine campagne, ceux qui se plaignent de «l'affichage sauvage» pourront ainsi, comme beaucoup le font déjà, protéger leur mur. Le même produit, pour annoncer qu'il est utilisable au pinceau ou au pistolet, titrait «la révolution



Stoléru ment...

«passe par le pistolet»... allusion directe à la situation en Italie, c'est pourquoi l'annonce figurait en dernière page.

TOUT RÉCUPÉRER

Les publicitaires ne se limitent pas aux élections. Tous les aspects de la vie politique sont bons à prendre.

La télévision anglaise présen-

vocabulaire des appels à manifester. Tous les sujets de révolte sont bons à prendre, toute contestation utilisable. Une compagnie d'aviation ne promettait-elle pas aux «jeunes idéalistes» «le dernier luxe capitalistes». De plus, la publicité sait s'adapter au support. Le journal de la fédération du Nord du PCF, Liberté n'hésita pas à insérer

La publicité ment...



...l'affiche populaire le montre.



tait il y a quelques années un film politique très bref. Deux saboteurs essaient de faire sauter un camion à la dynamite. L'explosion se produit sous le camion, mais celui-ci continue sa route, intact. Conclusion : «On n'arrête pas la révolution rouge». L'auteur du film était la marque de bière «Red» (rouge). La révolution est d'ailleurs un sujet de choix. Une société immobilière, par exemple n'hésite pas à reprendre dans sa publicité le

sous un article protestant contre le manque de chauffage dans les lycées une publicité pour des radiateurs !

Dans le même journal, une page avait été employée par une chaîne de grands magasins, se présentant comme «la succursale des travailleurs». La publicité cherche donc à tout récupérer et, ce faisant elle tente de relativiser les révoltes, d'en réduire la portée, ou tout au moins de les canaliser. Elle renforce le

LA CAMPAGNE DES PUBLICITAIRES

«6 jours pour comparer et bien choisir» nous rappelle le salon des arts-ménagers. La bataille s'annonce rude. Arthur-Martin présente 4 candidats, mais se refuse à préciser leur programme. De même les jeans Big Boss nous prient de voter pour eux. Le matériel de bureau Armor, lui, oriente sa campagne à droite : «Pour une société d'ordre». Au contraire, la sécurité routière, elle, nous recommande «Changez vos balais».

La campagne des publicitaires sera-t-elle un succès ? Pas pour tous. Mais heureusement, les matelas Simmons sont là «pour les candidats qui se feront étendre».

Enquête de Philippe DANZAIN



...ou se trompe de «travailleurs»

point de vue selon lequel l'important n'est pas l'action politique mais le développement de la consommation. Si la propagande électorale n'est qu'une publicité comme une autre, c'est parce que la publicité est politique. Aussi ce qu'il est convenu d'appeler «le marketing électoral» ne peut pas servir n'importe quoi. «On peut tout vendre, même de la m...» dit plus d'un publiciste. Mais il y a des idées invendables.

Cela ne veut pas dire que des courants progressistes ne puissent pas utiliser la publicité, qu'elle soit politique ou commerciale. Mais ils ne peuvent le faire qu'en l'attaquant, en la retournant contre ses auteurs. Ainsi les «Amis de la Terre» de Marseille ont-ils réalisé un excellent montage : Def'erre marchant sur une plage couverte d'immondices. Une légende : «La pollution, une réalité qui galope». L'impact est énorme : l'affiche du PS qui avait servi de modèle est démythifiée, et l'image d'Epinal que diffuse la bourgeoisie sur les belles plages réduite à néant. Sous les belles paroles du système, sa réalité.

Le détournement d'affiches est devenu un véritable art. Il ridiculise le système officiel de propagande et il amène les gens à s'interroger c'est-à-dire à faire ce que la publicité tente précisément d'éviter. Certaines campagnes sont une véritable mine pour l'anti-intox, par exemple la campagne «Priorité aux travailleurs manuels» de Stoléru a permis la floraison de centaines de «bulles», la création d'affiches reprenant le même mot d'ordre, mais illustré de façon différente (un CRS tenant sa matraque en main, par exemple). Contre-affiches, bandeaux, bulles grafitées sont autant de moyens de combattre l'intox publicitaire. La bourgeoisie fournit ainsi le moyen de la dénoncer de façon plus efficace, plus vivante, d'imposer le débat qu'elle cherche à étouffer.

LE GRAFITI RECUPERE ?

Les publicitaires ont une étonnante capacité de récupération. Ils sont aux aguets de tout ce qui est susceptible d'attirer l'attention. Conscients de l'impact du grafiti, ils ont fini par le produire, eux-mêmes. Ainsi pour contribuer au lancement d'un navet sur les flics américains, les promoteurs ont enjolivé leur

affiche d'un accusateur «A bas les bavures» à l'encre rouge, en lettres manuscrites imitant le grafiti à la peinture. Allant plus loin, Roquefort, au plus fort de la mobilisation contre l'extension du camp militaire du Larzac, avait illustré son affiche d'une vue du Causse. Sous l'image, une bande blanche était laissée à la disposition du grafiti. Jamais on n'était allé si loin dans la récupération. Le public était ainsi convoité à participer à l'intox en croyant la combattre. Malheureusement (!) pour être efficace un grafiti suppose une analyse des objectifs de l'auteur de la publicité. Les grafitiers ne sont pas tombés dans le panneau publicitaire.

LA PUBLICITE AUX PIEDS D'ARGILE

Même en faisant abstraction des campagnes mal réalisées, la publicité semble bien avoir usurpé sa réputation de méthode invincible. En matière commerciale, il est avéré qu'un produit ne pourrait pas «marcher» sans campagne publicitaire. Mais d'autre part, il ne peut se vendre longtemps s'il s'appuie uniquement sur une bonne campagne. L'argent même est insuffisant. Le quotidien J'Informe, lancé à grand renfort de publicité, après une étude de marché précise, et appuyé de moyens financiers considérables n'a pas résisté plus de trois mois. En politique, les sondages ont laissé croire à la victoire possible de Poher, jusqu'à ce que les élections le laissent battu à plates coutures. En 1974, le candidat qui avait dépensé le plus gros budget publicitaire s'est trouvé en troisième position. Les badges imaginés par les marketeurs politiques pour transformer l'électeur en support publicitaire se sont largement répandus... dans les tiroirs, car seuls les supporters convaincus acceptaient d'afficher leurs intentions de vote dans la rue. Le «star system» politique n'arrive même pas à égaler en intérêt pour le téléspectateur les vedettes du western «Rio Bravo» alors que l'émission Les dossiers de l'écran bat en général tous les records d'écoute.

La publicité cherche à détourner toutes les aspirations, mais elle ne vient pas à bout du simple grafiti.

Pour parodier la Sécurité routière, on peut se demander si, au fond, la publicité ce n'est pas déjà dépassé.